

Le Monde

étranger

UNION SOVIÉTIQUE

L'ÉMIGRATION DES JUIFS

Les autorités ne démentent ni ne confirment les informations sur la libéralisation de leur politique

Moscou. — « Par moment, je me prends à penser que l'émigration des Juifs n'est pas un problème. Le président Lerner, un des plus anciens officiels (1), exprime bien les sentiments contradictoires qui traversent les milieux juifs depuis deux jours : scepticisme, incertitude et, malgré tout, espoir. « Il ne serait pas inutile de l'imagerie de marquer de l'U.R.S.S. que des gens sont placés en liberté et de genre de manifestation, ajoute-t-il. On doit donc constater que c'est sérieux, mais je ne fais pas encore mes vœux. »

Samuel, lui, le même incertitude régnait à la suite d'actes, données à l'occasion d'un départ d'un émigré juif, M. Robert Finkelman, qui, pour sa part, attendait moins de deux ans son visa pour Israël. Une des participantes, Mme Bela Novikova, fronto-dentiste aux lunettes électriques et nimbée depuis huit ans (sa tante, médecin, l'est depuis sept ans), est elle totalement désabuse : « On nous a dit et souvent que les Juifs attendaient d'être pris fin que l'on leur ait permis d'émigrer. »

Pourtant, quelques choses ont bien passé dans le courant de la semaine dernière, quelque chose qu'aucune déclaration officielle n'est encore venue confirmer, mais dont M. Lerner fait le récit suivant : mercredi dernier, 23 mai, M. Robert Hawk, président des syndicats israéliens, faisait dire à M. Lerner — qui connaissait Hawk — que le ministre de Mme Rita Feidman, un professeur d'algèbre de cinquante et un ans, émigré depuis sept ans, « qu'il désirait lui parler. »

La rencontre a lieu le même jour chez Mme Feidman, M. Hawk indique que, le vendredi suivant, il doit parler du problème de l'émigration juive avec des autorités soviétiques et des représentants israéliens (en fait avec M. Chibrikov, président des syndicats israéliens). M. Lerner lui fait remarquer que l'émigration des Juifs est un problème de l'Union soviétique, et non pas un problème israélien. M. Hawk répond en disant qu'il veut parler à la question de l'émigration des Juifs, et qu'il veut parler à la question de l'émigration des Juifs, et qu'il veut parler à la question de l'émigration des Juifs.

La rencontre a lieu le même jour chez Mme Feidman, M. Hawk indique que, le vendredi suivant, il doit parler du problème de l'émigration juive avec des autorités soviétiques et des représentants israéliens (en fait avec M. Chibrikov, président des syndicats israéliens). M. Lerner lui fait remarquer que l'émigration des Juifs est un problème de l'Union soviétique, et non pas un problème israélien. M. Hawk répond en disant qu'il veut parler à la question de l'émigration des Juifs, et qu'il veut parler à la question de l'émigration des Juifs, et qu'il veut parler à la question de l'émigration des Juifs.

La deuxième mesure qui aurait été acceptée par les autorités

trois questions

La première mesure, a libération des « prisonniers de Sion », conception de Sion, et c'est-à-dire, selon la liste dressée par les milieux juifs eux-mêmes : M. Louis Begoun, condamné à deux ans de réclusion en 1978 pour infraction aux règlements sur l'émigration, M. Simon Shtrikman, M. Marc Nachpaz et Boris Tikhonov, condamné en 1978 à deux ans de réclusion pour une manifestation à Moscou qui avait duré cinquante-cinq secondes.

Mme Rita Feidman, quatre ans de réclusion en 1978 pour « émigration de femmes juives », M. Anna Chibrikov, deux ans de réclusion en 1978 pour « émigration de femmes juives », M. Vladimir Shek, cinq ans de réclusion en 1978 pour « émigration de femmes juives », M. Amner Chibrikov, deux ans de réclusion en 1978 pour la même infraction.

M. Yossif Mendelovich, Yossi Feidman et Alon Montiel, enfin, les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

Les trois derniers condamnés de la liste de Lerner, ont encore été libérés des deux derniers mois de leur peine.

caton. A moins qu'une partie de la direction soviétique n'ait pas des intentions de rendre publiques des décisions qui étaient des erreurs prises délibérément pour tuer le malin aux héralds. On se souvient que, soit il y a quelques mois du bureau de M. Brejnev, le sénateur Edward Koznetsov avait annoncé que plusieurs militants juifs allaient recevoir autorisation d'émigrer. Quelques jours après, les militants juifs ont été arrêtés par la Pravda. Ce rapel à l'ordre n'a pas empêché cependant les militants juifs concernés de recevoir leur visa de sortie.

La seconde question concerne le sort d'Anatoli Chichkanov. Son frère, Leonid, demeure très prudent. La famille a déjà été soumise à de nombreuses interrogatoires d'Anatoli Chichkanov contre des espions soviétiques ou soi-disant. Si le récit exact que le militant juif doit le produire soulevé l'année dernière une grande émotion se trouve parmi les personnes autorisées à quitter l'Union soviétique, il restera à régler le sort de plusieurs dissidents condamnés pour avoir pris la défense des droits de l'homme et qui ne sont pas d'origine juive.

Enfin, à supposer que les informations données depuis samedi soient exactes, la troisième question concerne la violence de l'Union soviétique de faire des gestes politiques pour obtenir la libération de ses prisonniers de l'accord SALT-2 et la levée de l'embargo nucléaire. Leonid Chichkanov a déclaré à plusieurs reprises que les dirigeants de l'Union soviétique ne devaient jamais se laisser prendre par les Juifs. Il ne peut donc pas être considéré comme un Juif. Les Juifs ne peuvent pas être considérés comme des Juifs. Les Juifs ne peuvent pas être considérés comme des Juifs.

DANIEL VERNET.

(1) Chichkanov est le com d'un des Juifs soviétiques, dont le nom est connu. Le nom de son père est connu. Le nom de son père est connu. Le nom de son père est connu.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

FINLANDE

Le nouveau gouvernement donnera la priorité à l'emploi et au maintien des revenus

De notre correspondant

Helsinki. — Le président de la République a nommé le samedi 26 mai le nouveau gouvernement de centre gauche dirigé par M. Mauno Koivisto, social-démocrate, ancien gouverneur de la Banque de Finlande (le Monde dans 21-28 mai). La nouvelle coalition comprend six conservateurs, deux socialistes (ce parti quitte ainsi l'opposition où il se cantonnait depuis février 1978), cinq socialistes-démocrates, trois démocrates populaires, et un haut fonctionnaire sans étiquette. Le parti libéral, qui a particulièrement souffert aux élections législatives des 18-19 mars, rentre dans l'opposition aux côtés des conservateurs, des chrétiens et du parti rural.

Le nouveau gouvernement bénéficie en principe du soutien de 133 députés (sur 200) si l'on met le fait qu'une forte minorité de démocrates populaires de 38 et des députés libéraux du parti centriste se sont prononcés contre l'entrée de leur parti au gouvernement. L'opposition, avec 67 députés, devient la minorité nécessaire pour bloquer les lois économiques et fiscales pendant plus d'un an : il faut 101 voix pour l'adoption de certaines lois.

Un second ministre de l'intérieur

Avec la création du ministère du commerce extérieur et la nomination d'un second ministre de l'intérieur (1), le nombre des ministres passe de 19 à 21. Parmi les membres du gouvernement sortant participant au nouveau cabinet et cinq d'entre eux occupent la même fonction : M. Väyrynen (affaires étrangères), Tuusula (intérieur), Kivimäki (défense), Mäkelä (éducation), Saarto (transport) et Aalto (travail). M. Tuusula, personnalité social-démocrate, dont le parti n'est pas au gouvernement, est de la santé pour devenir deuxième ministre des finances avec la tâche importante de préparer le budget. M. Tuusula, ministre de l'intérieur, M. Kivimäki, ministre de la justice, M. Kivimäki, ministre de la justice, M. Kivimäki, ministre de la justice.

DANIEL VERNET.

(1) Chichkanov est le com d'un des Juifs soviétiques, dont le nom est connu. Le nom de son père est connu. Le nom de son père est connu.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

Le cardinal Wyszyński appelle les fidèles au calme

De notre correspondant

Vienne. — A moins d'une semaine de la fête de la Pentecôte, le cardinal Wyszyński, dans une lettre pastorale, appelle les fidèles à la patience et à la confiance.

au centre RACHA A PARIS

Une rencontre avec Édouard Koznetsov

De notre correspondant

Paris. — Édouard Koznetsov vient à Paris pour rencontrer ceux qui ont contribué à sa libération depuis de longues années. Le mercredi 30 mai, le comité international pour la libération des Juifs, qui compte deux cent vingt délégués, soixante-quatre peintres et plusieurs comédiens, organise une rencontre avec l'auteur du « Journal d'un condamné ».

Edouard Koznetsov, qui tient avant tout à obtenir la libération de ses compagnons encore emprisonnés, dialoguera à cette occasion avec

plusieurs journalistes, et une gravure de Picasso, de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le militant juif a été l'objet ainsi que sur les informations récentes faisant état d'une libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous le « point de vue » de Jean Chichkanov, membre du comité et traducteur de Koznetsov, sur l'échange dont le

EUROPE

Espagne

LES ATTENTATS

(Suite de la première page.)

De nombreuses personnes ont été blessées dimanche devant la cathédrale madrilène. Certains ont même été tués. Des attentats ont été perpétrés dans la capitale espagnole. Les attentats ont été perpétrés dans la capitale espagnole. Les attentats ont été perpétrés dans la capitale espagnole.

Une demi-heure après l'attentat, l'explosion avait fait place à l'indignation puis à la colère. A une certaine heure, des manifestants se sont réunis devant la cathédrale. Les manifestants se sont réunis devant la cathédrale. Les manifestants se sont réunis devant la cathédrale.

Comme chaque fois qu'un grave attentat se produit, le gouvernement a réagi en demandant l'impression d'une grande fédération. M. Adolfo Suarez est resté d'urgence de Séville samedi après avoir assisté aux différentes cérémonies du jour des forces armées. Dimanche, il s'est réuni avec plusieurs ministres.

On ne sait pas encore sur quelle initiative les attentats ont été commis. Les attentats ont été commis. Les attentats ont été commis. Les attentats ont été commis.

Le portemanteau de la situation espagnole a été commenté. Les attentats ont été commentés. Les attentats ont été commentés. Les attentats ont été commentés.

CHARLES VANHECKE.

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques humaines

DECS trois certificats

Autelieu 33 Av. de la République 75018 Paris Tel. 224 10 72

PROCHE-ORIENT

LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-ÉGYPTIENNES A BEERSHEBA

Le Caire consent à «entrouvrir» immédiatement la frontière et Jérusalem à libérer certains détenus palestiniens

De notre envoyé spécial

Beersheba. — Au cours de la deuxième partie de la journée de lundi... Les négociations israélo-égyptiennes ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

La restitution de la capitale du Sinaï à l'Égypte. Kermesse bedouine pour le président Sadate à El-Arich...

De notre envoyé spécial

El-Arich. — La France réserve une place de choix dans ses livres d'histoire à la libération de Paris.

De villes riches, la jeunesse arabe... Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

La majorité de la population de la bande de Gaza... Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

La jeunesse d'El-Arich, qui vit... Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

J.-P. FÉRONCE-HUGOZ.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Un « geste » d'Israël. Dans la soirée de dimanche, le ministre israélien de l'Intérieur a annoncé que le gouvernement israélien avait accepté de libérer certains détenus palestiniens.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues. Les négociations ont été interrompues.

Iran

CINQ PERSONNES

DONT TROIS « CRIMINELS SEXUELS » ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS

Les exécutions capitales se poursuivent en Iran. L'exécution de trois personnes a été annoncée. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées. Les exécutions ont été annoncées.

AFRIQUE

Ouganda

Kadhafi, Amin Dada Flatio-Sharon et les autres...

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le colonel Kadhafi est-il en train de nourrir une rébellion dans le Nord-Ouest ? On ne le sait pas. Mais on sait que, dans le Nord-Ouest, il y a eu des révoltes. Si elle n'est pas encore sérieuse, l'hypothèse n'en est pas moins avancée par un homme qui prétend connaître son affaire, M. Daniel Walther. Ce chef d'un commando, financé par un député israélien pour capturer vivants le maréchal Amin, affirme que des centaines — et peut-être des milliers — de soldats arabes, équipés de 3-51 condiments (les « orques de Staline »), ont été déchargés à Arua pour y renforcer la résistance que les partisans du maréchal Amin opposaient à la progression de la coalition militaire ouest-africaine.

De passage à Nairobi dimanche 28 mai, et en route pour Israël, M. Walther ne risque pas de passer inaperçu. Trente-sept ans, il est français, ancien membre des forces spéciales israéliennes au Vietnam. Il y a commandé des manœuvres navales — opérant pour le compte du député Samuel Flatio-Sharon. Il a reçu un commando de cinquante hommes, dix blancs et quarante noirs — qui ont été déchargés dans le Nord-Ouest. Les troupes israéliennes et se trouvent actuellement dans la province du Nil occidental.

L'homme, qui se défend d'être un mercenaire, est formel : des avions de transport sans marques d'identification ont déchargé des troupes et de grosses quantités de matériel militaire à Arua, la capitale provinciale. M. Walther prétend avoir capturé deux prisonniers, à savoir un sergent libyen qui, après un léger interrogatoire, lui aurait dit qu'une sérieuse contre-attaque était en préparation et que le maréchal Amin se regardait réinstaller dans le Nord-Ouganda à partir de la Libye et de l'Irak.

La possibilité d'une guerre dans le Nord-Ouganda avait déjà été évoquée la semaine dernière par le colonel Kadhafi. Il l'avait fait à l'occasion où le maréchal Amin était en train d'y regrouper ses

forces et qu'il y lançait peut-être, à l'avenir, une guerre de guérilla. Mais elle contrariait les rapports selon lesquels cette région recueillerait les troupes d'un chah iranien, et les troupes tanzaniennes qui rencontreraient leur adversaire en direction d'Arua. Le nouveau ministre ougandais de la défense a même indiqué qu'Arua serait prise avant le 1er juin.

M. Walther prétend, en outre, que son commando aurait déjà pu abattre le maréchal Amin, mais que sa mission était de le ramener « vivant », à ce qu'il lui a dit. Il affirme se déclarer marxiste et nous aurions pu l'abattre au vu de l'histoire, à-t-il affirmé. Se déclarant marxiste, il dit avoir retrouvé, à proximité d'un petit camp militaire, les restes de Dora Bloch, victime du détournement de l'Airbus d'Air France sur l'Indonésie d'août 1976.

En fin d'après-midi, l'après-midi, la famille de la meurtre française stationnée à Dakar part à la recherche en dépit du mauvais temps persistant. Il était trop tard pour sauver des hommes-grenouilles déguisés les corps des victimes, ce qui ne devait être fait que ce lundi. Le président

Les allégations de l'ancien commando israélien du Vietnam, à propos d'une intervention à Arua dans le Nord-Ouganda, impliquent une « fausse d'avis » qui prévient la chute de Kampala, soit six semaines, le colonel Kadhafi n'aurait pas renoncé à entretenir un foyer de dissidence dans le Nord-Ouganda, ne serait-ce que pour empêcher l'existence du nouveau régime de Kampala et des troupes libyennes qui se battent en son nom. Mais, pour l'instant, le seul crédit de M. Walther demeure son étonnante affirmation de circuler librement entre l'Ouganda et Israël, où il serait retourné dimanche renouer ses contacts. Pour la voir, nous nous sommes rendus quand d'autres sources indiquent que le maréchal Amin se trouve en résidence surveillée à Bagdad ou qu'il vit un exil dans son loir de Tripoli.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Mauritanie

Premier ministre et « homme fort » du régime militaire Le colonel Ould Bouceif trouve la mort dans un accident d'avion

De notre correspondant

Dakar. — Le premier ministre mauritanien, le lieutenant-colonel Ahmed Ould Bouceif, a trouvé la mort, dimanche 27 mai, dans un accident d'avion au large de Dakar. Il venait au Sénégal participer au cinquième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Un vent de sable d'une intensité exceptionnelle soufflait sur la piste du Cap-Vert lorsque l'avion du commandement du lieutenant-colonel Bouceif amena sa descente vers l'aéroport de Yoff, refusant, semble-t-il, de suivre les conseils de la tour de contrôle qui lui recommandait de rebrousser chemin. Les passagers, dont le lieutenant-colonel Ould Bouceif, ont été évacués par hélicoptères. Le pilote n'avait pas eu le temps de s'expliquer que l'avion, puis continuait son vol avant de s'écraser dans la mer.

En fin d'après-midi, l'après-midi, la famille de la meurtre française stationnée à Dakar part à la recherche en dépit du mauvais temps persistant. Il était trop tard pour sauver des hommes-grenouilles déguisés les corps des victimes, ce qui ne devait être fait que ce lundi. Le président

LES SIX PAYS VOISINS DU CHAD

SOMMET N'DJAMENA

DE FORMER UN « GOUVERNEMENT LEGAL »

Le 27 mai, à N'Djaména, la capitale du Tchad, se réunissent les chefs d'Etat et de gouvernement des six pays voisins du Tchad : Libye, Égypte, Algérie, Tunisie, Maroc et Niger. Ils se réunissent pour discuter de la situation du Tchad et de la région du Sahel.

Les six pays représentés à Lagos ont émis le gouvernement de N'Djaména. Le général N'Djaména, dit-on, a déclaré que le Tchad avait donné à toutes les parties en conflit jusqu'au 23 juin pour se mettre d'accord avec lui, et prendre conscience que son avenir était dans la main de son peuple. Le Tchad a refusé de tout commentaire sur le sort du dirigeant mauritanien.

Le cinquième sommet de la C.E.D.E.A.O. marque le lancement effectif du « marché commun » ouest-africain

De notre correspondant

Dakar. — Après avoir donné l'hospitalité, à la fin de la semaine dernière, au sommet de l'Union africaine, le président Senghor a accueilli, à partir du lundi 28 mai, les chefs d'Etat des six pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Bénin, Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra-Léone et Togo.

A la différence de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), qui ne regroupait que des pays de l'Afrique de l'Ouest, le CEDEAO rassemble, en outre, des pays de l'Afrique occidentale, qu'ils soient anglophones, francophones ou lusophones. C'est dire que l'entreprise est beaucoup plus ambitieuse.

Son objectif est de créer un marché commun entre les cent vingt-cinq millions d'habitants de cette vaste région (contre moins de trente millions pour la C.E.A.O.) et de les engager dans un développement harmonisé. Elle se heurte cependant à de nombreuses difficultés.

Le poids du Nigeria

La diversité des héritages coloniaux pose problème sur la C.E.D.E.A.O. Les législations douanières et fiscales, les réglementations sociales et financières de prix sont disparates. Les monnaies ne le sont pas moins, avec d'un côté le « bloc du franc C.F.A. », devise forte de la région et, de l'autre, des monnaies nationales, qui sont presque toutes très dévaluées. Ce sont autant d'obstacles sérieux à un développement rapide des échanges intercommunautaires, qui ne pourront pas être levés du jour au lendemain.

En outre, les échanges interafricains sont faibles. Les seules économies concernées sont, pour le moment, surtout orientées vers des échanges extérieurs. Enfin, les Etats membres de la C.E.D.E.A.O. sont à l'importance fort inégale. Le Nigeria compte le seul double rôle d'habitant, sans parler de ses richesses minières considérables. Il est le premier producteur de pétrole africain, avant la Libye et l'Algérie. C'est du reste peut-être d'équilibrer l'influence

MAKROPUBIL S.A.

31, bd Mohammed-V
Passage Gissel
Tél : 27-06-73 et 27-06-08
CASABLANCA

informe l'ensemble des commerçants marocains installés en France, que, dans quelques jours, paraîtra l'ANNUAIRE PROFESSIONNEL DU MAROC édition 79

Quand on porte ce badge sur le cœur, on est sûr de l'avoir toujours en tête.



Chaque Société de service prétend rendre de meilleurs services que ses concurrents. Nous aussi, nous prétendons en faire plus. Pour ne jamais l'oublier, nous avons inscrit partout «We try harder».

Et comme deux précieuses valent mieux qu'une, nous avons créé une carte d'appréciation.

Nous vous faisons la promesse de vous livrer à l'heure des voitures impeccables. Votre verdict, c'est la carte d'appréciation. A nous d'en faire plus afin que vos jugements soient favorables.

Depuis que nous avons créé cette carte, en la dépliant, nous nous sommes rendu compte que si nos voitures faisaient ce qu'on attendait d'elles, notre personnel en faisait effectivement souvent plus.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation. Tél. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel et d'autres grandes marques.



Opel Rekord

Avis loue des voitures Opel.

Après un voyage, envoyez-nous une carte.

CARTE D'APPRECIATION COMMENT CARD

Je recommande la location de votre voiture à :

Nom et adresse :

Signature :

Date :

Service :

Adresse :

Téléphone :

Autres remarques :

Envoyer à :

Service :

Adresse :

Téléphone :

Autres remarques :

Envoyer à :

Service :

Adresse :

Téléphone :

Autres remarques :

Envoyer à :

Service :

Adresse :

Téléphone :

Autres remarques :

Envoyer à :

Service :

Adresse :

Téléphone :

Autres remarques :

Envoyer à :

Service :

Adresse :

Téléphone :

Autres remarques :

Nous essayons toujours d'en faire plus.

AVIS

ASIE

Les réfugiés vietnamiens affluent à Hongkong

Plus de trente-dix mille réfugiés vietnamiens se trouvent - en transit - à Hongkong. Environ quatre mille sont arrivés dans la colonie britannique, entre le 20 et le 27 mai. Chine nouvelle a affirmé, le 27 mai, que Hanoi avait « renoué » vers la Chine plus de deux cent mille Vietnamiens d'origine chinoise notamment. L'agence a déclaré qu'un demi-million de réfugiés avaient connu une « fin tragique », en haute mer et qu'un autre demi-million avait trouvé asile dans des pays étrangers.

Enquête sur le Vietnam à Antenne 2

Alors là, bravo ! Passer trois semaines au Vietnam et en rapporter un reportage aussi lucide, aussi précis, aussi complet, aussi riche en images de prononciation, point de suspension et d'interrogation, accompagner les images du défi du 1^{er} mai à Saigon d'un : « Je ne sais pas si tous les participants étaient venus de leur plein gré, ça vous le paraît, c'est qu'il n'y avait pas grand monde sur les trottoirs », ça, c'est du bon travail de journaliste. L'enquête de Paul Nihon et Pierre Rey va loin, surtout en direction de la frontière chinoise. Personne ne s'était approché de si près du théâtre des opérations.

Prenant au bord d'un ruisseau où saffronnent encore quelques hommes des champs - les paysans ont vu, on devine la région d'un groupe d'hommes en armes. A leur tête, un jeune adjudant mobilisé depuis plus de dix ans. Il est battu contre les Américains, les Cambodgiens, les Chinois enfin. Les hostilités récurrentes de reprendre dans le point 7 il le croit et s'élève en termes aigres, réchies au tableau noir de l'écran, contre « les expéditionnaires réactionnaires chinois ». Grâce à la télévision, l'idée que nous avions de l'extrême-Orient, se précise, se vérifie au fil des émissions. Nous avions été scandalisés par le marché noir auquel se livrent

les réfugiés vietnamiens d'origine chinoise sur l'île de Bidong où est entré le « Bateau pour le Vietnam ». Il semble, en réalité, qu'à Saigon et dans le Sud, la corruption soit généralisée. Trafics, pots de vin, dessous de table, tout s'achète tout se paie à des prix exorbitants. Jusqu'au droit de circuler, jusqu'au droit de travailler. Arnaud de Borchgrave cite, cette semaine dans *Newsweek*, le cas d'une jeune femme qui n'a pu trouver un poste sur une chaîne de montage qu'au prix d'un certain nombre de cartouches de cigarettes. A 8.00 dollars le paquet, les plus prisées, les « 555 » sont devenues des devises aussi cotées que le dollar américain.

Autre exemple d'honnêteté, dit scrupule, cette bande-sonnante précédée d'une intervention de Paul Nihon. Les gens se taisent, ils ont peur. Voici cependant le témoignage d'un Saigonnais - qui a refusé de se laisser filmer - sur le terreur qu'il faut régner les chefs d'Ors et policiers. Combien de pensionnaires dans les camps de rééducation ? Le gouvernement refuse d'en donner le nombre. Ce devrait tourner autour de deux cent cinquante mille prisonniers. Non, le mot n'est pas trop fort : la torture psychologique et même physique y sont couramment pratiquées, nous affirment-ils à l'antenne. Voilà sans surprise de Phnom-Penh « libérée » en compagnie d'un vieux couple cambodgien. Il doit implorer des aumônes, forcé - éternel par les atrocités et les intrigues qu'on commet dans la capitale. Tout ce qu'il demande à l'occupant c'est de le laisser entrer, partir pour l'étranger, le sort de plus en plus nombreux dans ce cas-là, on le sait.

CLAUDE SARRAUTE.

LES ÉTATS-UNIS DEMANDERAIENT À L'INDE ET AU PAKISTAN DE RENONCER À LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLÉAIRES

L'administration Carter tente d'entraver la course aux armements atomiques dans le sous-continent indien en proposant à son complice le projet, évincé par l'indépendance de l'Inde, d'une « zone désarmée » dans cette région. Selon le *New York Times* du 27 mai, étant le département d'État, les États-Unis ont proposé la signature, entre l'Inde et le Pakistan, d'un accord sur les termes duquel les deux pays renonceraient à s'engager dans une course aux armes nucléaires.

L'Union soviétique, la Chine et les États-Unis seraient, appelés à offrir leurs garanties à un tel accord. Des responsables du département d'État ont précisé que les discussions à ce sujet avec les pays intéressés étaient engagées et que cette question pourrait être abordée lors des entretiens américains-soviétiques, à Vienne, en juin.

● Tous les prisonniers chinois et vietnamiens faits au cours du récent conflit entre les deux pays devront être libérés avant le 22 juin, stipule un accord signé le 20 mai par les États-Unis et les deux pays. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● UNE PERSONNE A ÉTÉ TUÉE ET DOUZE AUTRES ONT ÉTÉ BLESSÉES samedi 26 mai par l'explosion de deux bombes. — (A.F.P.)

bombes à la fois populaire de l'armée. Les militaires ont refusé de se joindre à la manifestation. L'agence anglaise d'information est allée à la recherche du ministre de l'Intérieur, le lieutenant-colonel Mustafa Rahman. — (A.F.P.)

Bangladesh

● LE NOMBRE DES PRISONNIERS POLITIQUES a augmenté de 3.200 personnes - dont 2.802 accusés d'infractions à la loi militaire - à la fin du mois, le ministre de l'Intérieur, le lieutenant-colonel Mustafa Rahman. — (A.F.P.)

Pakistan

● SEPT MILITAIRES dont cinq officiers ont été condamnés à mort, notamment après avoir été accusés d'avoir été impliqués dans une tentative de coup d'État. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a annoncé samedi 26 mai la nomination de Lord Bessie comme ambassadeur chargé de consulter les États du Commonwealth au sujet de la crise rhodésienne. Il a en outre confirmé la nomination de M. Derek Day, qui sera chargé à Salisbury de maintenir le contact entre Lord Bessie et le gouvernement de l'évêque Muzorewa. — (Reuter.)

Union soviétique

● M. SARKHAROV a invité dimanche 27 mai les pays occidentaux à ne pas relâcher leurs efforts dans le développement de l'énergie nucléaire. « Un réarmement dans la recherche nucléaire pourrait se traduire pour l'Ouest par la perte d'importantes ressources dans la concurrence économique qui lui oppose à l'U.R.S.S. et aux autres pays socialistes », a-t-il déclaré le prix Nobel de la paix, dans une interview diffusée par la première chaîne de télévision ouest-allemande. — (A.F.P.)

Chine

Les autorités de Canton annoncent des mesures contre les contestataires et les « délinquants »

Une série d'anciens hauts dirigeants de la province du Hunan, partisans de la « bande des quatre », et notamment quatre anciens vice-présidents du comité révolutionnaire provincial, ont été exclus du P.C., a révélé le 27 mai, le « Quotidien du peuple ». Deux d'entre eux, précise le journal, ont été arrêtés et accusés de « crimes contre-révolutionnaires ».

Correspondance

Hongkong. — Selon le quotidien de Hongkong *Ming Pao*, des avis officiels ont été récemment émis sur les murs de Canton, menaçant « de très sévères sanctions » les catégories de personnes suivantes : « Ceux qui critiquent le parti communiste ; ceux qui démontrent l'illégalité des armes et munitions ; ceux qui tentent de passer des bandes de délinquants ; ceux qui réduisent les files et qui les forcent à se prosterner ; ceux qui cherchent à attirer les gens dans leurs propres « ruses » supérieures ; ceux qui tentent de passer clandestinement à Hongkong. » En ce qui concerne cette dernière catégorie, les autorités de Hongkong - qui arrêtent en moyenne trois cents « immigrants illégaux » par jour - seront certainement satisfaites que des sanctions plus sévères soient infligées à ceux qui tentent de passer clandestinement dans la colonie et qui, à l'évidence, banalisent ces derniers temps d'une relative passivité des autorités chinoises. Sans doute faut-il voir là une conséquence de la récente visite officielle au Chili de M. Murray MacLehose, gouverneur de Hongkong, qui avait demandé que soit limitée l'immigration dans la colonie, l'épave du *Illegals (le Monde)* a été émise, d'ailleurs, d'appartenir à limiter les visas de sortie ; ils étaient délivrés depuis un an par des cadres provinciaux, les ne se tenant pas à la loi, mais par Pékin. Mais pour le *Ming Pao* et un certain nombre d'autres journaux, c'est la colonie, ce « tour de vis » de la sécurité publique de Canton s'inscrit dans une politique de rigueur et de contrôle, qui sera entérinée officiellement début juin par l'Assemblée des représentants du peuple. Le peu de réactions de la presse occidentale et de revues contestataires ou même simplement non conformistes qui apparaissent encore en Chine irritent la majorité des cadres qui en ont fait à M. Deng Xiaoping. Ce dernier a donc tout intérêt à assouplir la contestation à la délinquance, tout en réaffirmant sa politique de « libération de la pensée » et l'expression « de pensée par le Quotidien de l'armée de libération et

AMÉRIQUES

El Salvador

M. CUVILLIER EST RETOURNÉ EN FRANCE

De notre envoyé spécial

San Salvador. — M. Philippe Cuvillier, l'envoyé du gouvernement français venu négocier la libération de six otages détenus depuis vingt-trois jours dans l'ambassade par un commando du F.P.R. (Front populaire révolutionnaire), a regagné Paris samedi 26 mai. M. Cuvillier était arrivé dans la capitale salvadorienne le 2 mai, au lendemain de l'occupation. Les négociations ont été interrompues. Le F.P.R. continue à refuser l'acte politique à

Nicaragua

LES AFFRONTEMENTS FONT SOIXANTE MORTS EN DEUX JOURS

De nombreux accrochages ont eu lieu au Nicaragua au cours du week-end entre combattants du Front sandiniste de libération et la garde nationale. Les plus violents ont eu lieu à Leon, la seconde ville du pays, au nord-ouest de Managua. Les soldats gouvernementaux, appuyés par un char Sherman et plusieurs blindés, ont affronté les Sandinistes dans les rues de la ville, dispersés par la pluie et les habitants. Huit personnes ont été tuées, selon un bilan officiel. Des combats ont aussi eu lieu à Chiniquipe à 120 kilomètres à l'ouest de Managua et à Rivas près de la frontière du Costa-Rica. Le parti nationaliste, d'autre part, annonce que les Sandinistes ont attaqué un camp de l'école d'entraînement de l'Armée commandée par le fils du président somarien. Les deux camps ont été tués dans le pays les deux derniers jours. — H. L.

Canada

LES LIBÉRAUX AURONT UN DÉPUTÉ EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Vancouver (Colombie Britannique). — La circonscription de Vancouver-Centre, qui avait été attribuée à M. Pat Carney (conservateur) à l'issue des élections du 23 mai, est revenue, après un nouveau découpage, à M. Art Macdonald (libéral), ancien maire de la ville, à 1-20 ans annoncé officiellement samedi 26 mai. Les conservateurs ont donc perdu une circonscription, les libéraux ont gagné, les libéraux ont gagné et les conservateurs ont perdu. (droite populaire) dix. (Les parts du siège de Vancouver-Centre ne comptent pas dans le gouvernement ministériel conservateur de M. Joe Clark. Si, comme il veut la tradition, le premier président des Conservateurs appartenant au même parti que le premier ministre, les conservateurs ne disposent pas de deux députés, les voix du majorité étant de cent quarante-deux, avec l'appui des chrétiens. Le speaker a peut-être voté pour la disparition de votes sans voix.)

JUSTICE

Après l'éditorial de Jean DANIEL

« Il y a en France des innocents emprisonnés »

Le Nouvel Observateur publie la lettre d'Alain PEYREFITTE...

Dans cette lettre le Garde des Sceaux s'explique sur la nature des infractions commises le 23 mars, le rôle du Parquet, les décisions du Tribunal et les appels devant la Cour.

Il aborde aussi la question de l'indépendance des juges, de l'importance des peines et conduit « ces juges qui se prononcent au cours d'un débat contradictoire par des sentences publiquement motivées n'ont pas d'autres comptes à rendre ».

... et la réponse de Jean DANIEL

... Il faut aborder le problème de fond : celui du véritable scandale que constitue la conjonction de l'application de la loi dite « anticasseurs » et du recours à la procédure du « flagrant délit ».

Les juges ont des comptes à rendre non seulement à leur conscience mais à la nation.

Le scandale des flagrants délits

cette semaine dans
**LE NOUVEAU
OBSERVATEUR**
un numéro à ne pas manquer

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES

MEDECINE ET PHARMACIE

5 centres : quartier latin - Neuilly - Nanterre - Clichy - Orsay
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.34, 745.09.19
Circulation libre de circulation

viend de paraître

1000 pages
Format 13,5 x 21
épaisseur : 4,5 cm
Prix * 114 F
Franco 124 F

Mise à jour gratuite
au 1-1-1980.

LE MAXIMUM DE RENSEIGNEMENTS PRATIQUES ET OBJECTIFS DANS LE MINIMUM DE PLACE :

Accidents du travail ; chômage ; contrat de travail ; conventions collectives ; durée du travail ; formation ; hygiène et sécurité ; licenciements ; participation ; prestations familiales ; prud'hommes ; représentants du personnel ; sécurité sociale, etc....

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

* Prix en nos magasins
15, rue Viète - 75017 Paris

مكتبة الادب

JE TROUVE QUE, TOUT BIEN
REFLECHI ET AVEC LES RESERVES
QU'IL CONVIENT EVIDEMMENT DE FAIRE,
CETTE IDEE DE PARLEMENT EUROPEEN
N'EST PAS SI BÊTE !

(Desenho de KOME.)

[illegible]

Selon un sondage IFOP « le Point »

de tout ce qu'est, mais qui est en mesure de le faire. On ne peut pas dire que je considère que la position qu'il occupe est la meilleure, mais je suis conforme à celle qui rationalise les responsabilités de ce chargement.

« Je crois très probablement que les choses vont changer, mais, en particulier dans la période qui nous sépare de la fin de l'année, nous n'avons pas le temps de nous en servir de la procédure, de référendum pour diminuer la concentration des pouvoirs. C'est alors que, par ailleurs, la Constitution permet les limitations de la responsabilité des ministres tout ce qui fait satisfaction ».

Interrogé à plusieurs reprises sur la situation de la République de Chine, M. Debré a notamment répondu : « La « part de Chine » est une question qui ne se résout pas. Je ne suis pas un homme de guerre, mais je ne suis pas un homme de paix. Du fait, le président Pompidou en était pleinement sûr. Pour la République de Chine, l'attention et l'énergie les temps de l'histoire, qui se produisent sans cesse, sont la cause d'un grand nombre d'influences étrangères ».

Mme VEIL PERD DEUX POINTS

L'abbédomine de l'« Point du jour » publie les résultats d'un sondage effectué par l'IDOP, les 24 et 25 mai, auprès de mille personnes interrogées.

Ses deux élections ayant l'intention d'aller voter :

— « D'une-trois ont indiqué qu'ils voteront pour la liste de M. Debré, 10 pour celle de M. de la Mitraille et 85 pour celle de la dernière semaine, une semaine auparavant ».

Quant à la question : « Pourquoi ne pas voter pour le parti socialiste », les radicaux de gauche, dont le liste est conduite par M. de la Mitraille, ont répondu :

— « Vingt et un pour la liste de M. Debré, 10 pour Georges Malraux (contre vingt) ».

— Quatre-vingt pour la liste Défense des intérêts de la France en Europe, de M. Jacques Chirac (contre vingt) ».

**DEUX PERSONNALITÉS ALSACIENNES REPROCHENT
A M. BARRE D'AVOIR ACCEPTÉ LE PRIX EUROPE**
De notre correspondant

[illegible]

A L'EXTRÊME DROITE

Le Front national appelle à l'abstention

Le conseil national du Front national (F.N.), extrême droite, réuni samedi 26 mai à Paris, sous la présidence de M. Jean-Marie Le Pen, a vivement dénoncé le dépôt de la liste de candidatures pour les élections municipales de 1983 par des groupes nouvelles (P.N.F.) et condamnée par M. Jean-Louis Tixier-Vignancour, « le Monde » (date 27-28 mai). Il a décidé, à l'unanimité, de signer une déclaration de principes et de faire un geste de solennelle protestation contre les inacceptable attitudes de la loi électorale contraire au principe d'égalité ».

C'est un emblème de dire que le Front national se défend franchement, accueillant sans réserve les critiques qu'il reçoit, quelle que soit l'origine de ces critiques, et qu'il ne se laisse pas aller à adopter des attitudes, extérieurement expédientes, qui ne lui permettent pas de défendre avec franchise et liberté ses idées et ses intérêts.

[illegible]

LE MONDE
Le monde est en proie à une crise sans précédent. Les peuples se révoltent contre l'oppression et l'exploitation. Les gouvernements se déchirent les uns les autres. La guerre est partout. La famine est partout. La mort est partout.

LES BUREAUX
Les bureaux sont le lieu de la corruption et de l'exploitation. Les fonctionnaires se richissent aux dépens du peuple. Les entreprises se développent sans tenir compte des intérêts de la société.

[illegible]

**LE RUC ESTIME QUE SA LISTE
A ÉTÉ DÉPOSÉE
« DANS LES CONDITIONS
LÉGALES »**

Le RUC (Rassemblement des usagers des services publics et des contribuables), dont la liste n'a pas été homologuée parce que ses mandataires n'ont pas pu présenter, au moment de son dépôt, le récépissé attestant le versement du cautionnement de 100 000 F exigé, a indiqué qu'il a saisi le président de la République afin d'obtenir le respect de la Constitution.

Il estime, au demeurant, que sa liste a été déposée « dans les conditions légales » et que « le ministère de l'intérieur ne peut être habilité à la rejeter ». « Seul le Conseil d'Etat peut le faire », ajoute le RUC, dans des conditions très précises qui ne sont pas réunies en l'état de la situation. »

Le Conseil d'Etat, saisi par le ministère de l'intérieur, doit trancher le différend dans un délai de trois mois.

Le Monde
dossiers et documents

**LES ÉLECTIONS
EUROPÉENNES**

L'ISLAM

Le numéro : 3 F
Abonnement un an
(dix numéros) : 30 F

Le Monde RTL

LES GRANDS LEADERS EUROPÉENS À LA VEILLE DES ÉLECTIONS

lundi 28 mai **Gaston THORN** (Luxembourg)
avec Philippe Alexandre / André Fontaine

mardi 29 mai **Christopher SOAMES** (Angleterre)
avec Philippe Alexandre/Henri Pierre

mercredi 30 mai **Altiero SPINELLI** (Italie)

avec Philippe Alexandre/Jacques Nobécourt

jeudi 31 mai **Wilfried MARTENS** (Belgique)

avec Philippe Alexandre/Jacques Nobecourt

vendredi 1^{er} juin **Carlo SCAMILLO (RFA)**
avec Philippe Alexandre/Jacques Amalric

interviews **DTI**
diffusions

diffusees
chaque soir

sur **UL** à 18h30

DATE: _____


LE MONDE
"L'ÉCOLOGIE" L'ÉCOLOGIE
DE L'ÉCOLOGIE L'ÉCOLOGIE

LES BUREAUX
7, rue de Valenciennes

dit par le G.A.R.L. le Monde,

Président :
Jacques Forest, directeur de la publication,
Jacques Saraguet.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Nations
PARIS-IX



part, aucun commentaire sur l'initiative unilatérale du P.F.N.

(1) - Le Collectif national pour la

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.

NAME (Last, first, middle)
 ADDRESS
 CITY, STATE, ZIP

.....

... ..

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

SCIENT
ENTRE
Les An
par la vente
ARG
POUR
BRUXELLES
Une comm
en état d

· ROBERT SOLZ

leur fondement : la rumeur selon laquelle il aurait choisi son successeur.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

et municipales
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Barbier de Séville.
Centre Pompidou, 18 h. 30 : Entretien avec Joris Ivens ; 20 h. 30 : Écriture et psychanalyse.
Théâtre de la Ville, 20 h. 20 : Ballet-Opéra de Harbours.

Les autres salles

[illegible]

Les concerts

Lucerne, 21 h. : O. Lind, D. Swarowsky (Schubert, Strak. Wiener).
Salle Gaveau, 21 h. : M. Ponti (Liszt, Moussorgsky).
Athènes, 21 h. : A. Grumiaux, G. Sebök (Bethoven, Brahms, Franck).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Charlot, relâche.
Beaujeu, 15 h. : le Musée de
l'art d'A. Dwan; 17 h. et 21 h. Les
grands maîtres de l'école française
(17 h. : Carmon, de J. Peyder;
21 h. : Maldou, de J. Grémillon).

Les exclusivités

[illegible]

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 28 mai

[illegible]

Les chaussonniers

Caveau de la République, 21 b. :
les Européens.
Doux-Anez, 21 h. : A.-M. Carrière,
C. Vebel, J. Mailhot.

Les films nouveaux

[illegible][illegible]

Les grandes reprises

ADRIEN MA JOLIE (A. V.) ; Simdo
Tertia 171 (123-18-5).
ALPHONSE (A. V.) ; Simdo 172
Dumoulin 121 (243-37-9).
A LA RECHERCHE OR M^r GOODBAE
54-38.
L'AMOUR VIENS EN DAVANT (A.
V.) ; Simdo 173 (123-18-5).
ANITE (A. V.) ; Chocals Sauter
174 (123-18-5).
L'ARGENT DE POËTE (P.) ;
Contrapasse 37 (123-18-5).
L'ART DE LA VIE (A. V.) ; Locatini
54 (247-34-7).
L'ART DE VIVRE (A. V.) ; Locatini
54 (247-34-7).
L'ART DE VIVRE DE PHOENIX
(H. V.) ; Saurat 131 (702-38-04).
BAMBI (A. V.) ; Muret 129 (831-
34-34).
BENJAMIN (A. V.) ; Muret 129 (831-
34-34).
Diderot 121 (243-10-23).
LA CECILIA (H. V.) ; Saurat 125.
LA CHAGRIN ET LA PITE (P.) ;
Contrapasse 37 (123-18-5).
LA CHAGRIN ET LA PITE (P.) ;
Contrapasse 37 (123-18-5).
LA CHERVACHÈRE FANTASTIQUE
(A. V.) ; Nomenclature 37 (123-
18-5).
LE CIE (A. V.) ; Ricopiano.
LES CONTES DE LA LUNE VAGUE
APRÈS LA PLUÏE (A. V.) ;
LES CONTES MEMORATIX (P.) ;
Contrapasse 37 (123-18-5).
LE DECAMERON (H. V.) ; Chast.

**les
nouveaux
garçons
de la rue**

**théâtre
saint georges**

31, RUE SAINT GEORGES 9
LOCATION 878 63 42
TOUS LES JOURS 21 h 30,
SAUF DIMANCHE



IRCAM

mercredi 6 juin 20 h 30
en marge de
PARIS-MOSCOU
musiques soviétiques
actuelles
avec
Les Percussions de Bonn
dir. T. Roeder - M. Rudi et
H. Cartier-Bresson, piano et
P. Rouillier, note
Grande Salle
CENTRE POMPIDOU
loc. 278.79.95 de 14 h à 19 h

THEATRE
des
CHAMPS-
ELYSEES

Jeudi
20 juin
à 20 h 30

P. S.
(Valmécia.)

et l'ALAP présentent :
Premier Récital à Paris
du violoniste soviétique

**GHIDON
KREMER**
au piano

Elena Bachkirova
Stravinski - Beethoven
Shostakovich - Schubert

**BALLET-THEATRE
J. RUSSILLO**

Théâtre
de LA PORTE SAINT-MARTIN
Location de 11 heures à 19 h. 30
607-37-53
FNAC et agences
Jusqu'au 3 juin.

**THEATRE
DE LA VILLE**

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
saison de danse
deux événements
ballet
de l'opéra
de **hambourg**
chorégraphies
John Neumeier
205 30

Mahler + symphonie
18 h 30
une heure sans entracte 16 F
du 29 mai au 2 juin
Petrouchka Variations
Le Sacre du Printemps
musique
Stravinski
pour la première fois
à Paris
ballet
de l'opéra

chorégraphies - mises en scène

Pina Bausch

20h 30
places 20 F et 36 F
du 7 au 18 juin
1^{er} programme
Les Sept Péchés capitaux
textes
Bertolt Brecht
musique
Kurt Weill
avec
Ars Nova
2^e programme
Barbe-Bleue
musique
Béla Bartók

**2, place du Châtelet
tél. 274.11.24**

THEATRE MONTPARNASSE

et TERZIEFF dans
LE
PHILANTHROPE
du lundi au samedi 21 h
LOCATION : 320-89-90 FNAC et agences

U.E.C. WAGHIZZ - RIV. OPERA - STUDIO SAINT-ANDRE-DES-ARTS
U.E.C. ODÉON - MONTPARNASSE BIENVENUE - U.E.C. GARE DE LYON

un film écrit, interprété et réalisé par
CHRISTINE PASCAL

FÉLICITÉ

MERcredi

CHRISTINE PASCAL LIÈRE

DANIEL OLBRYCHSKI

Les demoiselles de Wilko

un film de
ANDRZEJ WAJDA

SELECTION OFFICIELLE - CANNES 79

LA TROISIEME GENERATION
un film de RAINER-WERNER FASSBINDER



Monde DE L'ECONOMIE

AVANT LE SCRUTIN DU 10 JUIN

L'Europe éclatée de l'énergie

Comme à chacune des réunions des ministres de l'énergie de la Communauté, les représentants des Neuf n'ont pas réussi le 18 mai à s'entendre sur les moyens de limiter les conséquences des hausses des prix du pétrole sur les économies des pays membres. Les propositions volontaristes de la France n'ont pas entraîné l'adhésion. Voilà des années, en matière énergétique, que les suggestions des uns sont repoussées par les autres : il n'y a pas de politique commune.

PORTANT, paradoxalement, l'Europe est née de l'énergie. La Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951, puis celle de l'énergie atomique en 1957, auraient dû montrer la voie. Les fortunes et les déboires de l'Europe ont été liés à l'énergie. Les signaux de l'Europe ont été envoyés par cette industrie unitaire intégrée dont avaient été les auteurs du traité de 1957, puis le rapport en bon ordre à la production

une politique coordonnée de l'énergie. En octobre 1957, les gouvernements signaient un protocole engageant la CEEA de faire des propositions sur l'orientation d'une politique énergétique européenne, et cinq ans plus tard, un mémorandum — dit mémorandum Marjolin — en donnait les grandes lignes : sécurité et diversification des approvisionnements, libre concurrence entre les sources d'énergie, libre choix des consommateurs, prix de l'énergie bas, etc. La CEEA, politique commune de sécurité, indépendance économique des compagnies européennes.

Les progrès réalisés depuis lors — malgré une crise pétrolière dont les effets ont été particulièrement sensibles sur le Vieux Continent — sont décevants. Sans doute parce que les Neuf ont en commun qu'une dépendance — plus ou moins prononcée — de l'énergie pour leurs achats d'énergie. Et encore, si la dépendance moyenne de l'Europe est aujourd'hui de 85 %, celle de la Grande-Bretagne est de 100 %, celle de l'Allemagne de 93 %, en France, elle atteint 80 % et au Danemark, elle est de 95 %.

Une déclaration de M. Vetter, président du D.G.B.

Les syndicalistes élus à Strasbourg dépasseront le jeu des partis

M. Oscar Vetter, qui, à soixante-deux ans, est depuis une dizaine d'années président de la Confédération syndicale, puest-allemande D.G.B. (7 500 000 adhérents), vient de quitter la présidence de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), à laquelle il avait été élu en 1974.

Le numéro un du syndicalisme allemand est candidat aux élections européennes sur la liste social-démocrate du S.P.D., ainsi que plusieurs autres leaders du D.G.B., d'autres dirigeants syndicaux étant inscrits sur la liste démocrate-chrétienne du C.D.U. Au lendemain du congrès de Munich de la C.E.S., M. Vetter répète, ici, à diverses questions relatives à la construction de l'Europe.

« Comment évoluez-vous ? L'Europe de l'Assemblée parlementaire européenne, vous qui êtes élus aux élections des candidats S.P.D. ? »

« Si les pays de la Communauté ne sont pas décidés à donner rapidement une place importante au Parlement européen, la solution aux difficultés sera toujours retardée. A se laisser dériver, dès à présent, par une certaine insuffisance des droits et des pouvoirs de l'Assemblée, nous ne pouvons pas développer le dynamisme pour développer le rôle de la Communauté institutionnelle dans un sens positif. »

« De plus, nous sommes convaincus que l'Assemblée européenne, à l'exception de son rôle de conseil, ne peut pas jouer un rôle décisif dans la construction de l'Europe. »

« Les ministres sociaux-démocrates détruisent une partie du programme de leur parti »

« Attachez-vous plus d'importance au Parlement européen, vous qui êtes élus aux élections des candidats S.P.D. ? »

« Nous savons que la présence de certains hommes va donner une impulsion décisive au cadre institutionnel. Le nouveau Parlement, avec des représentants politiques d'un certain poids, avec nos syndicalistes, aura beaucoup de chances de contribuer à la construction de l'Europe. Mais, nous sommes convaincus que le Parlement, en tant qu'institution, ne peut pas jouer un rôle décisif dans la construction de l'Europe. »

« Pour un parti, le vrai combat est de poser la question : comment pouvons-nous empêcher que le gouvernement ne fasse ce qu'il veut ? »

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

La Grande-Bretagne produit le plus de pétrole en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas disposent de réserves de pétrole de 50 à 100 ans.

TIERS-MONDE : L'impasse du choix industriel

L'ACTUEL modèle du développement rural dans les pays du tiers-monde conduit à une impasse. Jusqu'ici, les stratégies de développement de ces pays, que l'effort soit déployé sur le résultat de l'économie des marchés, ont subordonné le rural aux impératifs du choix industriel. Ainsi, l'espace rural ne joue-t-il qu'un rôle d'appui pour la production de denrées exportables, par la constitution d'un réservoir de main-d'œuvre pour les besoins internes et l'émigration, par des prélèvements directs par l'impôt ou indirects par une politique de prix constamment défavorable au milieu rural.

Ce choix de développement a été et reste lié à un certain nombre de croyances : économiques, politiques et techniques identifiant volontiers l'agriculture avec la colonisation et le sous-développement. Par contre, sous l'industrialisation, l'agriculture libérale, celle-ci, seconde croyance, a pourvu les fondements d'un phénomène urbain. Enfin, troisième état de fait, l'industrialisation a l'urbanisation qui en résulte permettrait d'absorber rapidement les secteurs traditionnels et la population qui en dépend.

L'échec du système est évident. La production d'aliments diminue par rapport à l'augmentation de la population. Avant la seconde guerre mondiale, l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie étaient des exportateurs nets de céréales. En 1978, les pays du tiers-monde ont dû importer 71 millions de tonnes.

En second lieu, les migrations sauvages ont débouché sur une concentration urbaine, avec des conditions de vie insupportables. En 1970, on comptait dans le monde soixante-cinq villes de plus d'un million d'habitants. En 1978, il y en avait soixante-dix, dont quatre-vingt-trois dans le tiers-monde. La croissance des zones de haute et des colonies de « squatters » est deux fois plus rapide que l'expansion urbaine moyenne.

La chômage et le sous-emploi urbain représentent en 1978 30 % de la force de travail en Asie (Chine et autres pays communistes exceptés), 30 % en Afrique et 29 % en Amérique latine. Dans les pays du tiers-monde enfin, la différence de salaires entre les travailleurs urbains et ruraux s'élève de 80 % à 150 %. Ces faits et ces chiffres, rapportés par M. Chomcholl, ancien ministre de l'Agriculture du Chili, au cours d'un récent séminaire d'économistes et de sociologues tenu à l'UNESCO, appellent la définition et l'adoption de nouvelles stratégies de développement pour les pays pauvres.

C'est aussi tout l'enjeu de la conférence mondiale sur le développement agricole et le développement rural qui doit se tenir à Rome du 12 au 22 juillet prochain. M. Herman Santa Cruz, ancien ambassadeur du Chili de l'Allemagne, et qui assure le secrétariat de cette conférence mondiale, en a exposé l'essentiel à Paris les grandes lignes. C'est d'abord que le pays doit participer aux décisions politiques préliminaires. Cinq-vingt pour cent ont formé des études qui ajoutent aux documents de base des organisations internationales.

« Les faits rapportés par ces pays coïncident avec les analyses, le diagnostic n'est plus à faire et la conférence ne devrait donc pas perdre de temps en discussion de caractère général, mais se consacrer à la formulation de recommandations concrètes », estime M. Santa Cruz. Acceptation de l'agriculture, tant en ce qui concerne les politiques nationales (accessibilité et utilisation des ressources en terre et en eau, participation des femmes au développement, services ruraux non agricoles, etc.) que les aspects internationaux du problème du développement.

La priorité aux cultures vivrières, une industrialisation légère et décalée, sont des nouvelles orientations de développement soutenues. La conférence pourrait également être l'occasion de modifier leur comportement en ce qui concerne les investissements privés et publics ou les transferts de technologie dont dépendent les politiques agricoles, le niveau de l'emploi, et la maîtrise des équilibres écologiques. Pour y parvenir, il faudrait également ordonner partout dans le tiers-monde, ainsi que dans les pays occidentaux qui bénéficient du système actuel, les conditions politiques qui rendent possibles de tels changements. Ce point ne figure toutefois pas à l'ordre du jour de la conférence mondiale de Rome.

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 24.)

JACQUES GRALL.

LE DÉBAT SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

• La Grèce, dixième membre
Ni panacée, ni catastrophe

L'Étendue qui fera de la Grèce le dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte.

Le traité sera applicable après sa ratification par dix Parlements nationaux, et l'adhésion officielle aura lieu le 1er janvier 1981. Suivra une période de transition de cinq ans, pendant laquelle les protocoles de l'Union européenne seront appliqués.

« La Grèce, dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte. »

« La Grèce, dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte. »

« La Grèce, dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte. »

• L'entrée ultérieure de l'Espagne
Une chance pour l'industrie française

L'Étendue qui fera de la Grèce le dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte.

« La Grèce, dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte. »

« La Grèce, dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte. »

« La Grèce, dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte. »

« La Grèce, dixième membre de la C.E.E., a été solennellement proclamée à Athènes, avec la participation de nombreux personnalités. La présence de M. Valéry Giscard d'Estaing confirme le rôle que la France joue dans le processus qui fera de la Grèce un partenaire de cette Europe économique libre et ouverte. »



Les effets « pervers » de la « loi Monory » sur les marchés financiers

par JEAN-RICHARD SULZER (*)

Là loi du 13 juillet 1978, dite loi Monory, visait à orienter l'épargne vers un financement stable des entreprises. Le dispositif fiscal mis en place comportait un double volet : correspondance aux deux catégories des capitaux permanents : les actions et les dettes à long terme.

— Le renforcement des fonds propres des entreprises (françaises) était favorisé par la déductibilité des acquisitions complémentaires d'actions.

— La consolidation de l'endettement vers le long terme était encouragée par une pénalisation, à contrario de l'épargne liquide et semi-liquide, des produits subissant désormais un prélevement ultérieur à leur maturité. Cette dernière disposition était destinée à orienter l'épargne vers le marché obligataire, puisque les obligations émises par les secteurs publics et privés n'étaient pas frappées par cette mesure et voyaient le taux du prélevement libératoire diminuer jusqu'à 33 1/3 %.

Le renforcement simultané des fonds propres et de l'endettement stable correspondait de la part des pouvoirs publics, à la volonté de permettre aux entreprises de redresser leur fonds de roulement ou d'augmenter d'un certain montant la dépendance étroite de ses banquiers ou de ses fournisseurs.

Porte-mat de constater que huit mois plus tard les deux volets de la loi Monory ont connu des fortunes diverses, voire opposées.

En effet, si le redressement des fonds propres par émission d'actions nouvelles a connu un succès indéniable, et ce dès septembre 1978, il n'en a pas été de même pour la consolidation de l'endettement par le biais du marché obligataire.

Le ministre de l'économie a certes déclaré le 21 mars 1979, au cours d'un colloque organisé par la Caisse des dépôts, que le volume des émissions obligataires effectuées en 1978 s'était accru de 52,5 % par rapport à l'année précédente. Cette apparente progression mas-

que en réalité des réalités différentes, et il est même permis de se demander si le plan Monory n'a pas induit dans ce domaine des effets inverses.

L'examen détaillé des statistiques d'émissions obligataires révèle en effet des évolutions contradictoires : en réalité, si l'activité du marché primaire s'est maintenue à un bon niveau, c'est grâce à de fortes émissions de la part du secteur public, qui masquent une stagnation en ce qui concerne les emprunts émis par les entreprises privées. Or, seules ces dernières ont concerné ici. Encore faut-il privilégier les émissions d'obligations courtes, en déduisant des émissions brutes les remboursements intervenus pendant la période.

Et le tableau ci-dessous montre à l'évidence le tassement des émissions nettes d'obligations réalisées par le secteur privé.

EMISSIONS NETTES PAR LE SECTEUR PRIVE

Variations en pourcentage par rapport au même mois de l'année précédente :

| | |
|----------------|------|
| Juillet 1978 | — 62 |
| Septembre 1978 | — 28 |
| Octobre 1978 | — 25 |
| Novembre 1978 | — 22 |
| Décembre 1978 | — 21 |
| Janvier 1979 | — 14 |
| Février 1979 | — 13 |

Les statistiques mensuelles marquent une baisse sensible de l'activité du marché obligataire. Il est à noter qu'en janvier 1979 le secteur privé a même décaissé par rapport aux émissions nettes, puisque les remboursements sur les emprunts antérieurs ont été d'un montant plus élevé que les émissions nouvelles.

La dégradation relative constatée en février 1979 est particulièrement inquiétante, car elle reflète les mauvais résultats du mois de février 1978, qui ont entraîné une baisse de 52,5 % par rapport à février 1977.

Il est donc clair que les entreprises ont délaissé le financement par obligations pour privilégier les émissions d'actions nouvelles, c'est-à-dire un seul des deux volets de la loi Monory. Ce phénomène ne reflète-t-il pas un effet « pervers » ?

Il convient à ce stade de rappeler certains éléments de la théorie financière classique et la structure des taux qui en résulte.

Le taux directeur des financements à long terme, à un moment donné, n'est autre que le rendement des emprunts d'Etat, ou taux sans risque.

La rentabilité exigée contre la détention d'obligations de secteur privé est en principe supérieure à 0,5 % au taux directeur.

Le taux de rendement des obligations de secteur privé est donc la somme du taux sans risque et d'une prime qui rémunère le risque de faillite de l'entreprise privée.

Si l'on considère à son tour l'actif de la firme, il est probable qu'il existe, quant à lui, une espérance de rendement supérieure à celle de l'obligation, car, en tant qu'appareil de fonds, il cumule non seulement

le risque de faillite mais aussi la possibilité de non-distribution de dividendes. Si le taux d'émission des emprunts d'Etat est égal à 8,5 %, il serait normal que les obligations émises par une entreprise privée soient rémunérées à 10 % et les actions de la même société à 12 %.

Il est certain que la déduction fiscale antérieure induisant une grave distorsion, lorsque l'on passait du concept de taux de rendement pour le bailleur de fonds à celui de taux de rendement pour la firme. En effet, dans l'exemple précédent, la prime de risque était de 3,5 % pour les obligations (déductibilité des intérêts) et de 3,5 % pour les actions (taux de 12 % imputant un effet net avant fiscal de 4 %).

La différence importante de rendement entre les obligations et les actions fait évidemment les entreprises à privilégier l'endettement, et à utiliser au maximum l'effet de levier financier.

L'endettement de l'économie française, lorsqu'il est soumis à une discrimination fiscale, les taux de rendement des actions et des obligations sont donc très éloignés. Les entreprises ont donc subi une distorsion contraire aux lois relatives du marché financier.

L'ajustement du marché

Face à cette situation, il convenait de rétablir une juste adéquation entre la rentabilité et le risque de l'actif et du passif. Il convenait donc de supprimer l'avantage fiscal de l'obligation, en tant qu'appareil de fonds, et d'instaurer définitivement la déductibilité fiscale des dividendes.

Le législateur n'en a pas décidé ainsi et la loi du 13 juillet 1978 a principalement concerné l'actif de la firme, en instaurant la déductibilité du revenu imposable des dividendes.

Supposons qu'une firme ait distribué un dividende de 12 F (soit 120 francs), pour une action cotant 100 F le 1^{er} juillet 1978. Un actionnaire potentiel, dont la tranche supérieure d'imposition est à 40 %, n'aurait payé cette action que 80 F, ce qui lui aurait rapporté un rendement annuel de 120/80 soit 50 %.

Il est évident qu'une telle rentabilité n'est pas réaliste, car elle ne tient pas compte de la déduction fiscale des dividendes.

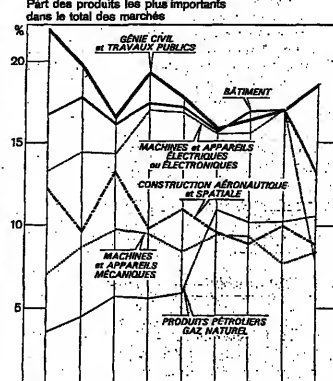
En fait, un nouvel équilibre des taux s'est établi sur ces deux marchés, ce qui a entraîné une hausse globale des rendements demandés par les épargnants, à la fois pour les actions et les obligations, car le régime fiscal favorable aux actions a rendu l'ensemble des investissements plus attractifs.

Ce phénomène n'est pas apparu clairement du fait d'un basculement des taux d'intérêt indépendants des rendements des actions, mais d'un ajustement simultané des deux marchés.

Il est donc clair que les taux régnant sur l'ensemble des marchés financiers français sont restés à un niveau élevé.

Le montant des marchés des entreprises publiques est en passe de rejoindre celui des commandes de l'Etat

Le montant global des marchés publics passés en 1977 a été de 127,9 milliards de francs, en augmentation de 5,3 % en valeur par rapport à 1976, ce qui, en francs constants, équivaut à une baisse. On note une nette croissance du montant des marchés passés par les entreprises publiques, une quasi-stabilité de ceux des collectivités locales, et, corrélativement, une baisse du montant des commandes de l'Etat.



Veru qui sont les commandes ? Comme par le passé, elles sont réparties sur un nombre limité de branches, puisque sept catégories représentent 78 % du montant total des marchés publics. Les travaux de génie civil et les travaux publics passent en tête, devant le bâtiment, tandis que le secteur des machines et appareils électriques ou électroniques fait une chute spectaculaire.

« La poursuite, en 1977, d'une politique budgétaire restrictive a entraîné les dépenses publiques, qui ont été moins importantes que les dépenses des entreprises privées », note la Caisse nationale des marchés de l'Etat. Cet équilibre signifie que les commandes publiques ont permis à l'Etat de jouer son rôle de régulateur au cours de l'année 1977, en maintenant le montant des commandes publiques à un niveau élevé.

Globalement, le nombre de marchés et le montant des commandes ont augmenté de 5,3 % en 1977 par rapport à 1976. Les commandes de l'Etat ont diminué de 1,7 %, les commandes des entreprises publiques ont augmenté de 5,3 %, et les commandes des collectivités locales ont augmenté de 1,7 %.

En 1977, le montant des commandes publiques a été de 127,9 milliards de francs, contre 127,9 milliards de francs en 1976. Les commandes de l'Etat ont diminué de 1,7 %, les commandes des entreprises publiques ont augmenté de 5,3 %, et les commandes des collectivités locales ont augmenté de 1,7 %.

IP AUCTION

\$7,500,000 REPLACEMENT VALUE

ONE OF THE WORLD'S LARGEST & MOST MODERN INLINE CUP AND CONTAINER MANUFACTURING FACILITIES

of the former **ILIKON CORPORATION**

7700 W. 79th St., Bridgeview (Chicago), Ill.

* Concurrent with the National Plastics Exposition *
* for the Convenience of the Plastics Industry *

SALE DATE:
WED., JUNE 20, at 10 A.M.

Inspection: June 13, 14 & 15 (9 a.m. to 4 p.m.)
June 18 & 19 (9 a.m. to 5 p.m.)

FEATURING:
OFFERED PIECEMEAL OR AS LINES

(1) Coextrusion Lines—6" & 4 1/2" Davis Standard, NRM, Hartig & Welch Extruders w/ Sheathline & Inline Brown 42P & 821 Thermoforming Machines—Trim Presses—Rim Rollers—Cumberland Scrap Grinders; (2) Inline Container Extrusion & Forming Lines—Stereis, NRM, Hartig & Prodx Extruders to 8" w/ Brown & Grass Formers—Brown, Grass & Kirkhof Trim Presses—Rim Rollers—Grinders & Scrap Removal Systems; (3) 4 & 6 Color Printers—Van Dam—Wijay—Kase & Chromax Cup, Container & Lid Printers; (20) Grinders—#50, #37 & 14 x 16 Cumberland—#H4 & #3C2 Foremost; Complete Freon-Foam Hot Cup Insulation Application & Recovery System; (5) 200,000# Butler Silos; (2) 50,000# Silos; (4) Dober Container Packaging Systems; (7) 75 & 150 HP Joy Air Compressors; Large Quantity of Container Tooling, Spare & Maintenance Parts; Maintenance—Machine Shop; Material Handling; Office Furniture & Equip.; etc.

FREE ILLUSTRATED AUCTION BROCHURE ON REQUEST
WIRE, WRITE OR PHONE

For Top Dollar Realization
INDUSTRIAL PLANTS CORPORATION
America's Foremost AUCTIONEERS

5135 Oak Road, Skokie, Illinois 60077—(312) 675-9500
211 East 43rd Street, New York, N.Y. 10017
(212) 661-2550—Telex 4146434
Toledo—Hull, England

UNE **SOLIDE FORMATION A LA PAROLE PUBLIQUE**

vous est garantie par le Cours Hubert Le Feal.

DOCUMENTATION gratuite et sans engagement

770 58 03

écrité très vite 770 58 03

Une collection qui éclaire le débat public autour du plan :

ECONOMIE ET PLANIFICATION

Derniers titres parus

- Calcul économique et décisions publiques (préface d'Alfred Sauvy) 160 pages... 30 F
- Les marchés locaux 144 pages... 28 F

ÉDITIONS LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire - 75340 Paris cedex 07

revue française de gestion

• Au sommaire du N° 20 (40 F)

L'ENTREPRISE PUBLIQUE EN QUESTION

vue par 13 spécialistes

LES VOIES DE L'AUTONOMIE par Jean-Pierre Aristonopoulos

LES INSTRUMENTS D'UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE par Christian Stiller

PUBLIC-PRIVE : UNE GUERRE DE FRONTIÈRES par Raymond-Martin Tillet

LES USAGERS DEVIENT DES CLIENTS par Maurice Sales

• Numéro 18 (55 F)

LA FRANCE ET LE MODELE ALLEMAND

Dossier réalisé sous la direction d'Alain Collin

ABONNEMENT : 5 numéros par an : 180 F

Etranger : 220 F

il faut lire **MECANIQUE DES MONNAIES**

Jacques RIBAUD

Éditions de la RPP

11, rue de la Harpe - 75001 Paris

Distribution : Armand Colin

Banque

ANALYSE

INFORMATIONS

Un entretien avec le président du D.G.B.

(Suite de la page 21.)

L'attitude des ministres de l'Intérieur et de la Justice par rapport à l'adoption de la loi de l'Assemblée européenne.

— En période, qui, mais il ne faut pas avoir l'air de dire que les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont une attitude de l'Assemblée européenne.

— Mais, pour ce qui est de la loi de l'Assemblée européenne, il ne faut pas avoir l'air de dire que les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont une attitude de l'Assemblée européenne.

— Le D.G.B. est, notamment, favorable à la suppression de la loi de l'Assemblée européenne.

— Dans la suppression de la loi de l'Assemblée européenne, chaque membre abandonne une partie de son pouvoir de décision pour s'en remettre à la décision prise en commun.

— Mais, pour ce qui est de la loi de l'Assemblée européenne, il ne faut pas avoir l'air de dire que les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont une attitude de l'Assemblée européenne.

terre avec P.O., mais nous ne sommes pas de la même opinion. Maintenant, notre position syndicale est plus proche de la C.G.T. D'abord, avec notre goût de l'ordre, nous avons eu du mal à laisser cette organisation, connue un autre fait en Allemagne, les syndicats allemands.

— Mais nous sommes devenus plus libres depuis une dizaine d'années. Nous avons appris que notre façon de voir les choses n'est pas obligatoirement meilleure. Il ne faut pas qu'il y ait de « modes allemands » mais une certaine liberté nationale appartenant à chaque nation. Nous apprenons donc à dépasser cela. Ce serait dommage que

les Allemands deviennent des citoyens du monde et que les Français soient nationalisés, surtout parce que les Français pourraient bloquer cette évolution.

— L'Europe de l'Ouest se partage entre francophiles et anglophiles. C'est pour cela que nous ne limitons pas nos relations à la France et que nous tenons compte des influences de la pensée anglaise.

— Pour moi, personnellement, la question des relations entre la France et les Allemands reste la base. Peut-être en est-il différemment avec notre chancelier, plus orienté vers la Grande-Bretagne.

Séguy mène la lutte en Lorraine avec des moyens anti-allemands

— Et le C.G.T. ? C'est le plus important des syndicats français et il n'est pas indifférent à la C.G.T. — Les Allemands et les syndicats allemands sont trop purs pour pouvoir demander la compréhension. C'est qui se compte, nous ne pouvons pas nous entendre. C'est une manière hostile, non en raison d'un processus historique mais parce que cela résulte d'une certaine hostilité de la politique nationale. L'histoire ne peut gagner notre amitié.

— J'accepte totalement que les relations entre la France et l'Allemagne, entre les organisations françaises et allemandes, soient libérées de la situation interne politique de l'Allemagne.

— Si ce n'est pas la lutte pour des raisons historiques, en estimant qu'on ne peut pas continuer aux Allemands, parce qu'ils n'ont pas assez appris de l'histoire, je l'accepte. Mais la position actuelle de la C.G.T. n'est pas en prise avec la propre conviction; elle est motivée par des raisons de politique internationale en relation avec le pouvoir en France.

— Vous nous direz que la C.G.T. est influencée par le P.C.F. ? — Je ne sais pas si, à la longue, le parti communiste prendra des positions anti-allemandes. Mais je suis qu'actuellement, par cette attitude, il croit pouvoir compter sur un réservoir anti-allemand et public français qui existe toujours.

— J'ai en beaucoup d'occasions de rencontrer Georges Séguy, mais la politique de la C.G.T. n'est pas le même. Sa position personnelle; ce peut être aussi sa position pour gagner le pouvoir.

— Je suis entré comme vierge dans la politique. Depuis 1945, j'ai été président du D.G.B. et le plus grand maître parvenu à obligé des leaders communistes hongrois, soviétiques, etc. à avoir des discussions réelles avec nous.

— Il fallait essayer de trouver une synthèse, à quel point s'adapte-t-elle ? Aujourd'hui, on constate que la politique du parti communiste hongrois Sandor Kasper est président de la P.M. (Fédération syndicale mondiale) et que Séguy mène la lutte pour la démocratie en Allemagne avec des moyens anti-allemands.

— Mais j'ai toujours été convaincu qu'il faut avoir des idées inébranlables aux réactions opportunistes à l'extérieur. Je tiens, à Genève, une conférence internationale dans le cadre du D.G.B. avec les syndicats de toute l'Europe. Ce sera la troisième réunion de cette conférence, à laquelle j'ai consacré beaucoup d'efforts. Elle constitue un état pour faire échec à la politique des blocs. Cette tentative n'a pas échoué, mais elle persiste.

— Que pensez-vous des commentaires de M. Séguy selon lesquels le C.G.B. est sous l'influence social-démocratique ? — J'ai une réponse facile, parce que je veux dire honnêtement, moi-même. Malheureusement, le suis social-démocrate, parce que c'est ce qui donne le plus de garantie à l'individualité de chacun.

— La social-démocratie commande bien, mais risque de finir mal. — Oui, c'est un danger réel. Mais, à l'exception de la Suède, les sociaux-démocrates ont toujours dû faire des coalitions. C'est pour cela que pour une longue période, il n'y a pas de vérification de la réalité social-démocratique.

— Je ne suis pas quelqu'un qui pense à la période finale de la social-démocratie, trop de respect pour les hommes de la période actuelle pour en parler en période de révolution. Je suis prêt à la lutte des classes, si cela représente la liberté de la classe ouvrière et pas celle des dirigeants.

— M. Vetter, d'autre part, a reçu devant nous des déclarations qu'il avait faites au congrès de la C.G.T. relatives à une « souveraineté nationale » de la souveraineté nationale. — Ça, ça me va, car je suis, moi-même, sous le coup de la loi de M. Séguy, qui, à Paris, dans l'Assemblée, avait dit que M. Vetter se préoccupait pour la « souveraineté nationale ». Ce mot, so effrayé, avait été employé par les socialistes de la gauche, mais M. Vetter, nous dit M. Vetter, ne s'est pas préoccupé de la « souveraineté nationale ». Mais il n'a pas pu en dire ce qu'il en est, car il est allé à la droite et à la gauche.

Vient de paraître :

L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN EUROPE

RÉPERTOIRE DES SOURCES

Cet ouvrage présente les principaux organismes qui émettent l'information dans chaque pays et leurs publications.

12 pays européens et organismes internationaux

15 thèmes d'information avec 380 mots-clés

200 organismes avec plus de 1.000 publications périodiques

Réalisé par DAFSA avec la collaboration du Centre Français du Commerce Extérieur

DAFSA - 125, rue Montmartre - Paris (2^e) - Tél. 222-21-23
Prix : 22 F T.C.C. - Bureau de vente : 1, rue Bange, Paris (8^e)

6 semaines de marketing sur le

MARKETING DES PRODUITS INDUSTRIELS

- Les principes de base du Marketing industriel : guidé et imprimé par J.P. WILLY (prix 10 F)
- Stratégies de Marketing industriel par J.P. WILLY (prix 10 F)
- Techniques de structures de Marketing industriel par J.P. WILLY - tome 1 (prix 10 F)
- Techniques de structures de Marketing industriel par J.P. WILLY - tome 2 (prix 10 F)
- Application du Marketing et de la communication au Marketing industriel par J.P. WILLY (prix 10 F)
- Application du Marketing et de la communication au Marketing industriel par J.P. WILLY (prix 10 F)

(Prix pour commande groupée des 6 ouvrages : 420 F)

Tableau par : Institut de recherche de l'entreprise

COMMANDE : • Complément obligatoirement : 1) la liste des ouvrages demandés, 2) l'envoi et l'adresse de destination, 3) un chèque libéré au nom de DAFSA, 4) un coupon de commande à retourner à DAFSA, 5) un coupon de commande à retourner à DAFSA, 6) un coupon de commande à retourner à DAFSA.

DROIT SOCIAL

REGION - JEAN JACQUES OUFROY

DROIT SOCIAL NUMERO SPECIAL

LE CHEF D'ENTREPRISE ET LE COMITE D'ENTREPRISE

DROIT SOCIAL : 3 RUE SOUFFLOT 75005 PARIS - TEL : 634.10.30

BF

Banque de France

La Banque de France organise un

concours spécial

DE REDACTEUR
(1^{er} grade du personnel d'encadrement)
pour le recrutement d'

ANALYSTES - INFORMATIENS

Le concours est ouvert aux candidats âgés de moins de 25 ans au 1^{er} janvier 1979 et titulaires d'un diplôme national de bachelier ou d'un diplôme de fin de cycle d'études supérieures ou de diplôme d'études de niveau équivalent.

Épreuves écrites : 15 et 16 septembre 1978.
Entretiens oraux : 21 juillet 1978.

Renseignements et documentation : BANQUE DE FRANCE - Direction Générale du Personnel - Services du Recrutement et des Concours - 38, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 PARIS CEDEX 01 - Téléphone : 321.86.72 - postes 35 - 43 et 35 - 44

DECOUVREZ VOS BUREAUX A PARIS

LA TIME LOCATION GEORGE V

C'EST : DES BUREAUX ET DES SERVICES DE DIMENSION INTERNATIONALE A LOUER A L'HEURE, A LA JOURNÉE, AU MOIS.

QUAND VOUS LE VOULEZ.

Que vous veniez à Paris régulièrement ou occasionnellement les bureaux-services du CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V sont en permanence à votre disposition de 9 h à 20 h.

POUR LE TEMPS QUE VOUS VOULEZ.

Pour une heure seulement, quelques heures, une demi-journée, une journée, un mois, ou plus, les bureaux-services du CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V s'adaptent à vos besoins (100 F HT heure, 500 F HT la journée), tous en argent ou 1^{er} semestre 1979.

AVEC TOUS LES SERVICES QUE VOUS VOULEZ.

Hôtels d'accueil, secrétaires multilingues, traducteurs, coursiers, centre de documentation, salle de reprographie, salles de conférences, spécialistes juridiques, économique et fiscal, agence de voyages, location de voitures, bar... Tous les services disponibles à la carte, à votre convenance.

CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V, 30, AVENUE GEORGE V - 75008 PARIS. TEL. : 261.51.86.

L'Élargissement de la C.E.E.

(Suite de la page 21.)

(Suite de la page 21.)

Néanmoins, si la Grèce a été pendant longtemps une République et si elle a été profondément, éternellement, une démocratie.

Ses atouts sont donc nombreux. On pourrait en ajouter d'autres qui vont de la richesse de son patrimoine culturel à la facilité d'adaptation du Grec aux changements. Mais l'image n'est pas qu'idyllique. Le

Cette position, malgré la médiocrité des propos, sont le reflet d'une certaine mentalité, variée d'un total, alors qu'aujourd'hui, si les pays proches d'Israël ont des intérêts communs, Israël n'en a pas de danger extérieur, ou économiques (le coup de force du 6 juillet 1967, a été une action rapide et sans retour). C'est donc ce sens que se sentent les dirigeants israéliens, et les dirigeants, à commencer par le président de la République, M. Conzelmann, qui ont une certaine

Tout n'est pas l'œuvre de l'oppression. Les élections du 15 mai (entre 19 et 18 % des votes) ont permis au C.N.R. de se constituer, et le P.C. de l'extérieur (15 %) s'est servi de la victoire du C.N.R. pour poursuivre la politique des autres P.C. européens. Le C.N.R. a donc permis à Moscou, qui est le plus important agent de la guerre froide, de se servir du C.N.R. la politique la plus active. Il s'agit d'un fait qui ne peut être ignoré par les forces politiques du pays qui à des fins politiques, ont voulu que le C.N.R. ne soit pas le plus important agent de la guerre froide, mais aussi d'un fait qui, en un mot, exprime les forces vives du nation. A l'heure où le C.N.R. est en train de simplifier, il propose un accord simple de coopération économique et de contrôle son commerce extérieur, alors que le C.N.R. est en train de se servir de la victoire du C.N.R. pour poursuivre la politique des autres P.C. européens. Le C.N.R. a donc permis à Moscou, qui est le plus important agent de la guerre froide, de se servir du C.N.R. la politique la plus active. Il s'agit d'un fait qui ne peut être ignoré par les forces politiques du pays qui à des fins politiques, ont voulu que le C.N.R. ne soit pas le plus important agent de la guerre froide, mais aussi d'un fait qui, en un mot, exprime les forces vives du nation. A l'heure où le C.N.R. est en train de simplifier, il propose un accord simple de coopération économique et de contrôle son commerce extérieur, alors que le C.N.R. est en train de se servir de la victoire du C.N.R. pour poursuivre la politique des autres P.C. européens.

DIMITRI T. ANALIS.

(2) Ce sont là, aussi bien pour l'extrême droite que pour l'extrême gauche, des chiffres approximatifs. Aussi bien la première que la deuxième partie de la liste à divers alliances se occasionnellement — monter jusqu'à 25 %.

● L'entrée ultérieure de l'Espagne

(Suite de la page 21.)

[illegible]

La puissance installée en Russie en Europe de l'Est se situe en 1980 à 10 000 mégawatts. D'ici 1990, 300 000 mégawatts seront mis en service. La Russie a prévu de couvrir pour la période 1980-1990 la moitié de l'accroissement de la demande d'énergie par Tchécoslovaquie les deux tiers. La coopération de ces derniers pays avec la Russie est donc particulièrement poussée. Le Viste et M. Kossyguine ont été les premiers à effectuer une démonstration. On comprend, dans ces conditions, qu'en 1980, la République socialiste de Hongrie la presse et européenne ait été très désireuse sur l'accident

Cet effort sur le nucléaire entraînera sans doute un abaissement des coûts pour les petits du Comecon. Il ne diminuera pas cependant leur dépendance vis-à-vis de l'URSS, qui possède en ce domaine un monopole technologique impossible à remettre en question. Seule la Roumanie a essayé de s'en dégrader en faisant appel pour le développement

BRUNO DETHOMAS.

UNITÉ DES BESOINS

deux le *Son* secteur minier au Canada. Cette dépendance augmentera encore si l'U.R.S.S. maintient ses projets, comme l'indiquait dans un récent article des *Aspects* le professeur Alexandrov, président de l'Académie des sciences soviétiques, de se lancer dans l'utilisation du thermonucléaire.

Toutefois il ne suffit pas simplement d'importer. L'expérience des autres pays, comme l'Allemagne, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni, démontre que le développement des positions exportatrices exige une stratégie plus complexe de multinationalisation, allant de la recherche et développement à la production, en passant par la vente de services et de technologies. Cela est particulièrement important pour les secteurs à fort taux d'un coût de recherche et développement élevés, comme ceux de l'aérospatial, des télécommunications, des sciences de la vie et de la chimie. En France, sont obligés de

MAURICE POMMERATH

1977:
Valéry Giscard d'Estaing à Vassy.
"... L'agriculture doit être notre pétrole..."

1978:
La moitié du sucre français est exportée.
Le sucre paye 10% de la facture pétrolière.

1979:
Faudra-t-il fermer une sucrerie sur deux?
Plusieurs milliers d'emplois en péril.

Premier producteur de sucre du Marché Commun, cinquième producteur mondial, la France est le deuxième exportateur du monde.

Ses exportations, dont le quart est destiné au Moyen-Orient, lui procurent une part importante des devises qui lui sont indispensables pour acheter son pétrole.

Les investissements qui ont permis d'atteindre ces performances répondent donc à l'attente des autorités du pays qui font précisément appel au développement des exportations agro-alimentaires.

Dans les départements d'Outre-Mer, la culture de la canne est le pivot de l'économie locale.

En Métropole 55.000 exploitants agricoles produisent de la betterave. En comptant les industries d'amont, 50.000 emplois industriels

s'ajoutent à cette activité agricole.

Le secteur sucrier français, l'un des plus compétitifs du monde, assure au consommateur son approvisionnement à un prix stable et modique.

C'est une richesse pour le pays.

Or à la suite d'attaques répétées, cette richesse est aujourd'hui menacée par certains dirigeants européens qui voudraient réduire la production sucrière française pour qu'il n'y ait plus d'exportations.

Cédant à ce courant malin, les autorités du Marché Commun, où l'agriculture française fait souvent figure d'accusée, ont déjà imposé à plusieurs reprises des réductions du droit de production. Elles prévoient pour 1980 un régime encore plus restrictif.

Va-t-on assister au démantèlement d'un de nos secteurs exportateurs les plus dynamiques alors qu'on annonce tous les jours une augmentation du prix du pétrole ? Dix usines sur soixante et onze ont déjà fermé leurs portes depuis 5 ans. Va-t-on devoir fermer la moitié des sucreries françaises, parce que nous exportons la moitié de notre production ? Veut-on remplacer l'exportation par le chômage ?

Quel reproche-t-on au sucre ? On dit que les exportations sont coûteuses pour la "tirelire verte" (le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole, FEOGA) qui doit verser un soutien lorsque les prix mondiaux sont inférieurs au prix européen, ce qui est actuellement le cas.

Que représentent en réalité ces dépenses du FEOGA pour le sucre ?

La C.E.E. inclut dans ces dépenses l'aide qu'elle apporte aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) en leur achetant, chaque année, 1,5 million de tonnes de sucre à prix garanti. Ceci occasionne une dépense de 2 milliards de francs environ. C'est une action politique d'assistance au Tiers Monde qu'il est abusif de mettre au débit de l'agriculture européenne.

Dans ces conditions, quelles sont les vraies dépenses du FEOGA pour le sucre ?

Pour les 5 dernières campagnes où la C.E.E. a été exportatrice, leur montant net a été en moyenne de 190 millions de francs par an. Par contre, en 1974, la C.E.E. a dû importer du sucre en raison des conditions climatiques catastrophiques qui avaient contrarié la récolte : cela a nécessité une dépense de 1 mil-

liard de francs. Une seule année d'importation a coûté plus cher que 5 années d'exportation réunies !

Il est donc abusif de prétendre que les exportations de sucre coûtent cher à la Communauté Européenne. Mais d'autres adversaires de la production sucrière vont plus loin et reprochent aux exportations de sucre... d'exister ! La C.E.E. devrait selon eux se dispenser d'exporter du sucre car elle concurrence sur le marché international des pays en voie de développement qui ne produisent que du sucre et qui n'ont pas d'autre ressource pour se procurer les devises nécessaires à leur développement économique.

Pourquoi la C.E.E. aurait-elle à rougir d'exporter 20% de sa production de sucre alors que d'autres pays — qui ne sont pas tous du Tiers Monde — exportent 3 fois,

10 fois ou 15 fois plus de sucre qu'ils n'en consomment ?

Aucune des attaques lancées contre le sucre ne résiste à l'examen. Ce n'est d'ailleurs pas seulement lui que l'on vise : la production agricole française tout entière est menacée car certains de nos partenaires, tout en bénéficiant de l'Europe industrielle, remettent en cause la Politique Agricole Commune.

Il est temps de réagir et de revenir aux principes du Traité de Rome qui, seuls, peuvent permettre à l'agriculture française et au secteur agro-alimentaire de remplir la mission que la France attend d'eux.

D'après le livre blanc "Le Sucre Français" disponible sur simple demande au C.I.P.S. (Comité Interprofessionnel des Productions Saccharières) 42, rue de

Lisbonne-75008 Paris.

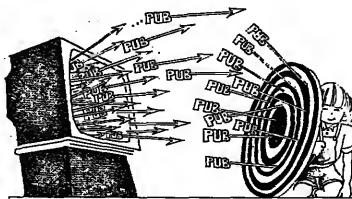
LE TROISIÈME «I.A.M.»

SALON INTERNATIONAL DE LA PUBLICITÉ

L'I.A.M. devient une habitude. Ce Salon International de la publicité se tient pour la troisième année consécutive à Paris, non plus au C.N.I.T., à la Défense, mais porte de Versailles, du 28 mai au 1^{er} juin. Durant cinq jours, 500 exposants (dont 70 sociétés étrangères et 17 pays

étrangers) accueilleront leurs visiteurs dans sept secteurs professionnels : la publicité sur le lieu de vente, les agences, les médias, les créatifs, les prestataires de service (éditeurs, imprimeurs, photographes, etc.), les spécialistes des études, les producteurs de films publicitaires.

Un forum central de 250 places sera, durant le Salon, le théâtre de discussions sur les rapports entre la publicité et la distribution, les petites et moyennes entreprises, l'Est, l'Europe, etc. Le 1^{er} juin, l'I.A.M. ouvrira ses portes au grand public.



(Dessin de PLANTU.)

• Deux préoccupations : l'enfant et la publicité comparative

• Un soci financier : la commission d'agence

Le monde de la publicité française a vécu en 1978 une année morose et on ose à peine croire à une réelle reprise en 1979. A côté de ces soucis conjoncturels, deux séries de préoccupations agitent les milieux professionnels. La plus brûlante touche aux méthodes de rémunération des agences de publicité réalisées par les agences à la demande des annonceurs. C'est-à-dire de plus en plus au courant des coûts de fabrication d'une brochure, d'une affiche ou d'un film, comme des ventes pratiquées par les médias, soulignant la disparition d'un système absurde : les agences de publicité reçoivent des « supports » (journaux, radio, télévision...) une commission de 15 % sur l'espace acheté et réglé par l'annonceur. Cette pratique internationale a pourtant des avantages. Pour l'instant, les ramens sont nombreux et l'agitation intense dans les milieux professionnels.

Plus philosophiques sont les autres thèmes de réflexion des publicitaires. La commission que préside Mme Christiane Sorvère, ancien secrétaire d'Etat à la consommation, a soutenu que des études sérieuses, associant professionnels, consommateurs, représentants des pouvoirs publics, soient menées sur l'impact réel de la publicité concernant les enfants, que ceux-ci soient la cible d'une campagne ou simplement utilisés comme prescripteurs de produits familiers. Il semblerait que les enfants aient mieux que les adultes maîtrisé les médias et les dangers de la publicité (le Monde, 21 mai). De plus, elle soutient l'avis de la commission Sorvère.

les pouvoirs publics pourraient orienter vers une autorisation, à certaines conditions, de la publicité comparative (le Monde du 3 avril). Cette publicité-là, c'est celle qui permet à un annonceur de dire : « Les gâteaux X... contiennent plus de fruits que les gâteaux Y... », ou bien de se vanter à l'égard : « Les gâteaux X... sont les meilleurs ». Les professionnels envisagent cette autorisation avec peuplons d'accord sur le principe (et d'ailleurs cette forme de publicité existe déjà dans certains pays étrangers, comme la Suède et les Etats-Unis), ils en envisagent l'application sans aucun enthousiasme, voire avec réticence. Ils craignent qu'elle ne provoque une détérioration des relations entre entreprises, entraînant des cascades de procès, qu'elle ne se révèle moins persuasive que la publicité traditionnelle, qu'elle ne favorise à l'excès les marques les plus connues prises comme référence, etc.

C'est en tout cas avec prudence et scepticisme que publicitaires et annonceurs allemands l'indivisible évolution : déjà des publicités comparatives se font jour, qu'il s'agisse de l'indice des économies — grâce auquel Carrefour compare les prix avec ceux de ses concurrents directs — ou des essais comparatifs que la FNAC publie dans sa revue Conso. Jusqu'ici, la justice condonne ces procédés (la FNAC vient d'en faire l'expérience, mais elle a fait appel) ; toutefois, les sanctions sont de moins en moins lourdes.

Une décision politique et législative, fixant les règles de ce nou-

veau jeu, libérerait les obstacles techniques et juridiques. Mais il y a fort à parier que longtemps encore la bonne vieille publicité superlatif gardera une majorité de fidèles.

JOSIE DOYER.

1978 : une année morose en France

Toutes les analyses concordent, celles de l'IRP (Institut de recherches et d'études publicitaires), celles de l'A.A.C.P. (Association des agences de conseil en publicité), celles de Stratégies, la revue professionnelle : 1978 aura été pour les publicitaires une année maussade, et en 1979 décaissé à peu près bien, on ne peut préjuger les surprises bonnes ou mauvaises que réserve le deuxième semestre. Cependant, en s'attardant à une augmentation globale d'environ 13 % des budgets publicitaires. Pour l'IRP, « 1979 a été la plus mauvaise année publicitaire depuis 1975 », tandis que Stratégies parle d'une « année morose ». Le total des investissements publicitaires des annonceurs nationaux n'a augmenté, en France courante, que de 2 %, les recettes des principaux médias (presse, radio, télévision, affichage...) de 11 %.

Quant aux cent premières agences, leur chiffre d'affaires a augmenté de 14 %, pour atteindre 8,2 milliards de francs, ce qui est loin des 32 % de progression enregistrés en 1977. Pourtant, le chiffre total des dépenses publicitaires a tout de même atteint 15 milliards de francs (9 milliards 180 millions en 1977), ont été consacrés aux cinq grands médias : la presse (5 150 millions de francs), la télévision (1 500 millions de francs), l'affichage (1 300 millions de francs), la radio (800 millions) ; le cinéma (150 millions). Le reste (5 milliards 800 millions de francs) s'est réparti entre des actions de promotion, de la publicité directe (dans les boîtes aux lettres ou par prospectus), de la publicité sur le lieu de vente (d'assurances ou l'assurance en costume régional qui fait « goûter » le produit dans un supermarché, par exemple...) des stands dans des foires, des expositions ou des salons divers, etc.

Les agences de publicité, quant à elles, ont diversement réagi à cette relative stagnation du marché. Elles ont dû, généralement, assainir leur gestion et cela s'est inévitablement traduit au niveau de l'emploi. Si les cent premières ont globalement augmenté leurs effectifs de 3,4 % (soit 5 361 personnes en 1977, à 5 543 en 1978), certaines des grandes agences ont réduit l'effectif, le nombre de leurs emplois. Cependant, de fortes progressions ont été enregistrées : Synergie (au sixième rang, avec 244 millions de francs de chiffre d'affaires) a progressé de 43 % ; l'agence Bélier (une des agences d'Eurocom-Hevea, de 22 % ; Reus Sigüela Cayez

(qui se maintient au second rang des agences, derrière Publicis-Consil), de 22 %. L'univers des agences de publicité reste, en outre, dominé par deux grands groupes. Eurocom-Hevea, à lui seul, avec 1 milliard et demi de francs de chiffre d'affaires, contrôle 16,5 % du marché — les deux agences d'Eurocom, (trois d'entre elles : Heves-Consil, Ecom, Bélier, figurent parmi les dix premières), auxquelles il convient d'ajouter le secteur « conseil » de l'agence Hevea et, notamment, le réseau régional Avenio. Publicis-Informarcom, avec 836 millions de francs de chiffre d'affaires, tient, de son côté, près de 11 % du marché.

Pub 79
c'est la grande fête de la
publicité française.
Organisée par Stratégies.

Pub 79, c'est le 29 mai à 19 h 30, au Palais des Sports.
Il y aura les 150 meilleures campagnes de l'année, présentées en spectacle total.
Il y aura la remise du Grand Prix Stratégies de la Communication Publicitaire 1979.
Il y aura à boire et à manger, à connaître et à rencontrer, à découvrir, à admirer et à critiquer.

pub 79
Venez. Vous êtes invités.

Dans l'histoire de la publicité, deux agences seulement ont atteint en huit ans un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de dollars :

WELLS, RICH AND GREENE

en 1971

T. B. W. A.

en 1978

T.B.W.A. PARIS - 25, rue du Pont-Neuf
75001 PARIS - 233-44-82

Paris - Milan - Francfort - Londres - Madrid - Bruxelles
Zurich - New-York.

CHIFFRES D'AFFAIRES 1978
(en millions de francs)

| | |
|----------------------|-----|
| Publicis-Consil | 371 |
| Bouygues-Cayez | 341 |
| Reus-Sigüela | 341 |
| Lietais | 268 |
| Toussaint & Bultmann | 231 |
| Synergie | 244 |
| Informarcom | 229 |
| McCaum | 195 |
| Bélier | 190 |

MÊME UN PETIT BUDGET DE PUBLICITÉ PEUT VOUS AIDER A VOUS DÉVELOPPER

lem

Le conseil et marketing I.A. Conseil en communication 41, bd de Montparnasse, Paris-6 (appelé Gérard Corset)

Voulez-vous voir les 150 meilleures campagnes publicitaires de l'année projetées sur écran géant ? Venez à Pub 79

pub 79

Patrons, allez à la manif.

Vous êtes chef d'entreprise, directeur du marketing ou de la publicité, directeur commercial, chef de produit... La publicité vous concerne.

Alors, annonceur, ou professionnel, vous devez venir au I.A.M., le Salon International de la Communication Publicitaire.

C'est l'endroit idéal pour rencontrer ceux qui peuvent vous aider à développer vos affaires. Agences de publicité, media (presse, radio, télévision), sociétés d'études et de promotion, studios de création, photographes, production audio-visuel, PLV en packaging et tous prestataires de la publicité (photographeurs, imprimeurs, éditeurs, etc.), expositions, Forum international vous y attendent.

Sur 22.000 m² d'exposition, 316 stands et 502 sociétés exposantes.

I.A.M. Salon International de la Communication Publicitaire, Paris - Parc des Expositions, hall 3, Porte de Versailles, du 28 Mai au 1^{er} Juin (de 10 h à 20 h, nocturne mercredi 30 jusqu'à 22 h).



LA PUBLICITÉ C'EST LE DIALOGUE

LE TROISIÈME SALON

LA CONTROVERSE ENTRE ANNONCEURS, AGENCES ET

Un système absurde... qui est peut-être

Il est une activité économique essentielle, c'est bien la publicité : elle s'étale complaisamment dans nos rues, nos quotidiens, nos magazines, sur les ondes des radios, sur nos écrans de télévision, et à l'heure des loisirs, elle nous bombarde de ses messages, dans les salles de cinéma. Elle s'insinue même dans nos boîtes aux lettres et parfois, mais encore rarement, au bout du fil de notre téléphone. En fait, elle est un merveilleux écran. Derrière le produit, la marque, se cachent tout à la fois le producteur-annonceur, l'agence de publicité et même le support (quotidien, magazine, radio, télévision, entreprise d'affichage). Pour le grand public, il n'y a aucun doute, c'est le consommateur final du produit qui, en l'achetant, finance de ses deniers, via le commerçant et le producteur-annonceur, les campagnes de publicité (1). Vale dans son principe, cette conception mérite quelques précisions. On entre là dans l'univers merveilleux, impénétrable, des démonstrations de l'acte publicitaire. Pour le profane, c'est un univers absurde, insensé, à la limite incompréhensible.

Voyons plutôt, Un industriel

souhaite lancer sur le marché un nouveau produit. Il sélectionne une agence et, pour simplifier, les instructions qu'il lui envoie sont : « Je veux que mon produit soit connu de tous les Français, que mon produit soit connu de tous les Français, que mon produit soit connu de tous les Français... » (2). L'agence de publicité, qui a pour tâche de lui rendre le maximum de services : conseils de marketing de la présentation du produit à son étude de marché et à la définition de ses « cibles » (c'est-à-dire ses acheteurs éventuels), définit les objectifs de la campagne, de son calendrier, de ses moyens, création des messages, production des documents d'exécution (affiches, films, audio-visuel, etc.), achète l'espace dans les divers médias, gestion du déroulement de la campagne, contrôle d'efficacité. Le contrat est signé, l'annonceur ne paie rien à l'agence. Mais lors du déroulement de la campagne, les médias factureront à l'annonceur le prix du passage des annonces, que celui-ci paiera. Et c'est le support, le quotidien, le magazine, la chaîne de radio, qui versera à l'agence une commission de 15 %, rémunérant les services que celle-ci aura rendus à l'annonceur.

Hiérarchiquement, juridiquement, cette situation ambiguë se justifie. Au XIX^e siècle, au temps où Emile de Girardin inventait le « journal à un sou », les éditeurs

de journaux eurent besoin de courriers qui allaient glaner pour eux auprès des fabricants et des commerçants les avis, les annonces, les réclames, qui assureraient la survie financière du journal et son développement. A cette époque lointaine, l'annonceur rémunérait lui-même son propre message, parfois amphigour, maladroite, peu efficace. Un beau jour, le courrier imaginaire de fabriquer lui-même des messages pour l'annonceur, il devint publicitaire, puis fonda une agence de publicité (3), offrit à son client annonceur de plus en plus de services mais, continua d'être payé à la commission par le journal. L'agence, en attendant de la seconde guerre mondiale, la presse et la prédominance de la publicité créèrent une « carte accréditive » à décerner par une commission à des hommes de publicité, nommément désignés, leur permettant de percevoir des réductions de 15 % sur tout achat d'espace. Il y a aujourd'hui un peu moins de quatre mille cartes en circulation.

Un système condamné en 1958

En janvier 1958, la Commission technique des études, à la suite du rapport établi par M. Dufour, maître des requêtes au Conseil d'Etat, condamne en son principe la carte accréditive, ainsi que la commission de 15 % versée à l'agence de publicité par le support, et de plus le

« droit de suite » (versement d'un dédommagement à une agence qui a perdu un indice par l'agence qui se l'est vu confier). Il y a de cela plus de vingt ans le droit de suite a peu à peu disparu, mais la carte accréditive et la commission sont bien vivantes.

La révolte des annonceurs

Certes, certaines agences travaillent avec honneur, d'autres, au contraire, ne se contentent pas de leur travail mais se livrent à des pratiques d'exploitation de l'annonceur. L'annonceur, qui ne peut pas se défendre, se voit contraint de verser à l'agence une commission de 15 %, mais fait aussi à l'annonceur les sommes considérables d'une commission équivalente, d'autres encore. On n'en finit pas d'entendre les plaintes des annonceurs. Globalement, selon l'A.A.P.P. (Association des agences de publicité), la commission représente actuellement 54,1 % du revenu total de ses adhérents, 27,3 % provenant des honoraires et 18,8 % de la facturation des travaux de production (fabrication de films, d'affiches, édition de dépliants, etc.).

Pour compléter le tableau, ajoutons que les deux plus grands groupes français de publicité, Havas et Publicis, ont à côté des activités proprement publicitaires de leurs agences, une activité de régie : par là, elles se substituent au propriétaire du support pour acheter l'espace vendu aux annonceurs par le biais des agences.

Il y a quelques années, les annonceurs — certains d'entre eux du moins, et non des moindres — ont tenté de

contourner le système en créant des agences « directes », qui ne paient pas de commission à l'agence traditionnelle. Mais ces agences « directes » ont été créées par des annonceurs qui ne paient pas de commission à l'agence traditionnelle. Mais ces agences « directes » ont été créées par des annonceurs qui ne paient pas de commission à l'agence traditionnelle.

ont une entrave à la liberté et à la concurrence et qu'il conviendrait de dissocier l'acte d'achat des autres services rendus par l'agence traditionnelle. Mais ces agences « directes » ont été créées par des annonceurs qui ne paient pas de commission à l'agence traditionnelle.

LES QUINZE PREMIERS ANNONCEURS EN FRANCE (1978)

| | 1978 | 1977 | Evolution en % |
|---------------------|------|------|----------------|
| Colgate - Palmolive | 65,8 | 65,5 | - 0,3 |
| Renault | 58,9 | 58,2 | + 12,8 |
| Continental | 54,5 | 63,1 | + 34,8 |
| Lever | 51,1 | 54,8 | - 6,4 |
| Segafredo | 48,8 | 46,4 | + 5,0 |
| Carrefour | 45,5 | 38,1 | + 20,8 |
| Karimouch | 44,8 | 39,5 | + 23,8 |
| Lecteur | 42,1 | 42,1 | 0,0 |
| Mammouth | 41,8 | 41,1 | + 3,3 |
| Givaudan | 41,8 | 41,1 | + 3,3 |
| Philips | 41,3 | 37,2 | + 10,8 |
| Procter & Gamble | 41,3 | 37,7 | + 10,8 |
| Gerrard & Dore | 41,1 | 37,8 | + 7,8 |
| Nouvelles Galeries | 38,4 | 38,2 | + 0,5 |
| Chen | 38,1 | 38,2 | - 0,3 |

Format : 40 mm

Agence Nature & Associés
11 rue de la République, 92200 Neuilly
Tél : 745.46.50
TAM 79-STAND N° 55

Bravo à ceux qui arrivent

- Juin 1978 : Ideal Toys Corporation France.
- Juillet 1978 : Campari.
- Aout 1978 : Blanquette de Limoux.
- Septembre 1978 : Continental.
- Octobre 1978 : Odiovox.
- Novembre 1978 : Bernardaud.
- Décembre 1978 : Charles of the Ritz.
- Janvier 1979 : Radio Monte-Carlo.
- Février 1979 : Janin/Saint-Honoré.
- Mars 1979 : E.P.S. (Electro Protection Service).
- Avril 1979 : Idéal Standard.
- Avril 1979 : Village Suisse.
- Avril 1979 : Maison Phénix (région sud de Paris).
- Avril 1979 : Ministère de l'Equipement (Architecture).

Tant pis pour ceux qui partent.

Février 1979 : Rivoire et Carret

Pour Performance, le pragmatisme est la condition numéro un des performances publicitaires. Pour Performance, la performance publicitaire suppose trois règles élémentaires :

1. La pertinence sur le fond, pour convaincre.
2. L'impertinence dans la forme, pour vaincre l'indifférence.
3. La cohérence des manifestations publicitaires, pour en multiplier les effets.

Le téléphone de Performance est le 758.14.22.

Appelez Jean-Claude Machefert Tassin, Jacques Bordelais ou Christian Darras.

Performance

1 et 3 rue du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Les idées n'ont pas de prix, mais les petits espaces sont moins chers que les grands.

Agence Nature & Associés
11 rue de la République, 92200 Neuilly
TAM 79-STAND N° 55

tous les mois dans
BAT
la publicité
et les arts graphiques
de la conception
à la fabrication

le 1^{er} magazine professionnel pour ceux qui font l'image

Couté : 960 F

Agence Nature & Associés
11 rue de la République, 92200 Neuilly
Tél : 745.46.50
TAM 79-STAND N° 55

la publicité change d'ère

Depuis quelques années, des transformations radicales ont profondément bouleversé l'environnement de la publicité. Bien des techniques et des méthodes publicitaires ne résistent pas à ces profondes mutations. Elles sont en voie de disparition.

nouvelles approches publicitaires. Appliquées d'abord aux campagnes VEDETE Mère Denis, elles ont été utilisées, avec succès, pour d'autres marques et d'autres produits. Quelles approches ? Quels résultats ? Nous sommes prêts à vous les présenter.

Dès 1972, BAZAINE PUBLICITE a mis au point de

Pour ou contre la publicité, venez faire la fête avec elle. Venez à Pub 79 pub 79

DE LA PUBLICITÉ

SUPPORTS SUR LES RÉMUNÉRATIONS

le moins mauvais possible

bilité. On peut évaluer de 12 à 15 % la part des achats d'espaces de grande médias qui se font par le biais des centrales d'achat.

An. Monde, puisque le quotidien que vous lisez est aussi un « support », le taux de répartition est de 22 % (17 % de commission et 5 % de frais internes). Il y a trois ans, il était de 15 %. Le chiffre d'affaires réalisé avec les centrales avoisine 5 % de l'ensemble des ressources publicitaires. Elles sont traitées au même taux que les agences.

Ce « casage des prix » par les centrales a retenu sur les tarifs de publicité des supports. Certes, pour eux, ce volume assuré de publicité était financièrement rassurant à une époque de conjoncture incertaine, où les budgets publicitaires (et donc les annonces) tendent parfois comme

un ange au soleil. Mais, comme par ailleurs il faut bien vivre, les tarifs de publicité des médias ont augmenté. Les agences de publicité ont contre-attaqué : aux tarifs dégressifs, commerciallement logiques, pour l'achat d'espace en quantité, sont venus s'ajouter les « surcoûts », ainsi que l'abus des « repasses » (lorsqu'il y a une erreur dans un message, le support le repasse gratuitement, même si l'erreur n'est pas de son fait) qui sont parfois facturées à l'annonceur.

Les tarifs officiels de beaucoup de médias sont désormais des tarifs fixes, et la commission gagne de plus en plus.

Le « taux d'abandon » des supports, ou différence entre le tarif officiel et celui effectivement pratiqué, est très difficile à évaluer, parce que très variable. Et le

fait que les supports (sauf de ceux à tarifs exceptionnels) ne publient pas leurs comptes n'aide en rien à y voir clair.

Tout cela est factuellement malheureux. Les annonceurs le disent. Les responsables de médias le disent. Les agences de publicité le disent. Pourtant, seules les agences ont pris à bras armés le système injustifiable. Et il y a de bonnes raisons aux réticences des supports et aux agissements des agences, au-delà du fait que leur intérêt financier réside dans la hausse des tarifs.

Pour le support, l'agence de publicité représente un écran et un filtre entre la multitude des annonceurs et lui-même. Cet écran le protège quelque peu contre d'éventuelles coalitions de gros annonceurs, rendues ainsi plus difficiles et moins pesantes.

On assiste cependant à de timides tentatives de rapprochement des médias, surtout dans la presse, souvent beaucoup plus dispersée, pour entreprendre une utile concertation. Mais on n'en est qu'aux balbutiements.

La concurrence sauvage

Pour l'agence de publicité, l'existence de la concurrence à la commission est tout simplement givrante de sa survie. Les essais de création par plusieurs agences d'une centrale d'achat d'espace commune ont jusqu'ici avorté, faute de cohésion suffisante. De tous temps, les agences ont dû convaincre les annonceurs de leur confort des campagnes de publicité. Pour ne pas perdre un budget, car la concurrence entre agences est féroce, la plupart d'entre elles sont prêtes à tous les sacrifices. Le jour où le garde-fou de la commission d'achat d'espace aura disparu, rien ne leur garantira une juste rémunération des services rendus. Certes, dans le passé, certaines d'entre elles ont pris de désastreuse habitudes de laxisme comptable, facturant beaucoup trop cher certains travaux de production, usant de toutes les ficelles d'un métier qui en compte beaucoup, on l'a vu. De plus en plus, l'annonceur qui le veut connaît les tarifs, le coût des différentes opérations. Acceptera-t-il de payer cher l'indispensable créativité ? Des travaux comme la coupe de Shell ou le Bibé Cadum n'ont pas de prix. Il y a fort à parier que dans la discussion des contrats, la concurrence, la loi du plus fort jouera.

D'ores et déjà, certaines agences qui se font gloire de ne travailler qu'en honoraires avaient traité des budgets à la limite de rupture : ce sont les autres annonceurs de l'agence, moins puissants, qui paient le prix fort pour compenser ce manque à gagner.

Le bled pour l'instant fait rage. M. Monory, ministre de l'économie, s'en est même mêlé, dans une lettre du 13 décembre 1978, aux intéressés, où il se dit convaincu que « de réelles possibilités de concurrence existent » pour le marché de la publicité, et trouvant des analogies « afin d'assurer une meilleure transparence du marché ». En d'autres termes, il invite les représentants des professionnels concernés (supports, annonceurs et agences) à envisager des discussions en ce sens.

Cette initiative gouvernementale comble les vœux des annonceurs, au moins de certains d'entre eux, laisse perplexes les responsables des supports et jette le trouble dans les agences de publicité.

Le temps de la concertation n'est pas encore venu. La solution préconisée par les annonceurs n'est pas aussi injustifiée qu'il y paraît a priori, on l'a vu. Mais il est vrai que l'absence de concurrence provoque, dans l'attente d'effets pervers, il serait bon pour les agences de publicité d'écarter la proie pour l'ombre. Et la toute-puissance des annonceurs a de quoi inquiéter les médias.

Si le gouvernement tient, comme l'écrit M. Monory, à l'élaboration de pratiques répondant plus parfaitement aux préoccupations du gouvernement, il faudrait sans doute qu'il veuille à ce que des garanties solides soient données aux différents participants. Sinon, la jungle annonceuse à moins que l'on ne dise qu'il s'agit d'une jungle humaine depuis que l'on ne finisse par juger que la fiction de la commission de 15 % est le moins mauvais système possible. Mais il n'y a pas encore largement traité aux États-Unis où l'on est arrivé en la matière ?

La pomme de discorde des « spéculatives »

Autre pomme de discorde entre annonceurs et agences de publicité : les « spéculatives ».

Quand un annonceur souhaite faire appel à une agence de publicité, il désire, et c'est bien normal, avoir le maximum de renseignements avant de s'engager : les campagnes de publicité coûtent cher.

Une perversion de la très normale mise en concurrence de plusieurs agences a conduit parfois les annonceurs, dans le cas le plus extrême, à demander à une trentaine d'agences, par lettre circulaire, de leur envoyer des devis de campagne. Comme il s'agit d'un budget nouveau à conquérir, les agences tentent le maximum pour convaincre et enlever la marche. Il s'agit là de travaux dans le vide, qui coûtent cher à l'agence en matière grise non rémunérée, qui restent dans les cartons sans jamais voir le jour, qui sont exécutés au détriment du vrai travail des publicitaires de l'agence, donc au détriment des autres annonceurs. A moins qu'on ne fasse réaliser la « spéculative », en sous-traitance à des publicitaires qui n'appartiennent pas à l'agence... Ce qui aboutit dans le choix final, à une absurdité rare.

Faire systématiquement payer très cher ces pseudo-campagnes n'est pas très réaliste, dans la mesure où pour obtenir un nouveau budget, on est souvent prêt à tout. La seconde agence française, Roux Seguin Carraz (R.S.C.), avait proposé une charte aux dix premières agences. Cette initiative a échoué et R.S.C. a déclaré, début mars, qu'elle renouait à toute « spéculative », en raison du coût trop élevé de ces opérations (2 millions de francs en 1978).

Sur ce point, du moins, l'Association des agences conseils en publicité et l'Union des annonceurs ont pris langue, et la concertation a bon train pour mettre en forme des règles du jeu acceptables par tous les partenaires. Nul doute qu'on y parviendra. Mais ces règles du jeu auront-elles respectées ? C'est une autre affaire.

Rencontrez en deux heures tous les gens qu'il faut connaître dans la publicité. Venez à Pub 79 pub 79



Bertrand Tiburce, René Geron, Artisans

Artisans en publicité

Nous pensons que la créativité de l'artisan peut enrichir la rigueur du publicitaire, à condition de pouvoir échanger dans une structure d'agence conçue à cet effet. C'est le but que nous nous sommes fixé en créant Tiburce Geron et Associés Mc Connells.

Grand orchestre ou homme-orchestre ?

La spécificité des problèmes de chaque annonceur a conduit les agences de publicité à recourir à un nombre croissant de techniciens.

A priori seule une grosse structure peut tendre à intégrer ces spécialistes, elle peut alors offrir un « service complet » en accroissant d'autant les charges qu'elle répète à l'ensemble de ses clients, y compris à ceux qui n'utilisent qu'une partie de ce service.

A l'opposé des structures pléthoriques, se sont développées des structures légères constituées d'un nombre limité de publicitaires polyvalents. Les hommes deviennent plus responsables, le coût de la prestation s'abaisse... et parfois son niveau.

Le travail en petites équipes

Le choix pour un annonceur, entre une agence de type grand-orchestre et une agence de type homme-orchestre, constitue en fait une fausse alternative si l'on réalise que toute agence remplit, une double fonction auprès de ses clients : la fonction d'analyse de problèmes, qui débouche sur la définition d'une stratégie globale, puis la fonction d'exécution de cette stratégie. Cette seconde fonction fait appel aux techniciens dont chacun n'est responsable que d'une parcelle de la campagne publicitaire.

Mieux vaut s'adresser au Bon Dieu qu'à ses Saints

Notre idée est simple : nous avons créé une structure qui détache la fonction d'analyse de la fonction d'exécution. Nous

avons intégré la première (le chef d'orchestre) et nous sous-traitons la seconde (le musicien).

La fonction d'analyse est assurée par les directeurs associés de l'agence qui constituent les interlocuteurs quotidiens de nos clients.

La fonction d'exécution est confiée, sous la responsabilité absolue des directeurs de l'agence, à des équipes de spécialistes extérieurs recrutés en fonction de leur aptitude à résoudre le problème posé.

Coûts fixes et coûts variables

Notre structure originale présente deux avantages fondamentaux pour nos clients.

La constitution d'une équipe de travail spécifique à chaque client lui garantit le degré de spécialisation le plus élevé.

Le recours à des spécialistes extérieurs nous permet de privilégier les coûts variables au détriment des coûts fixes. Nous ne facturons à nos clients, sous forme d'honoraires préalablement définis, que les prestations dont ils ont effectivement bénéficié.

A l'œuvre on connaît l'artisan

Depuis notre fondation, le 1^{er} octobre 1976, notre politique de développement s'est axée sur l'établissement de relations privilégiées avec un nombre limité d'annonceurs au dynamisme exceptionnel : Cognac Martell, confitures Andros et Bourne-Marron, Thé de Ceylan, compagnie aérienne Aer Lingus, vins Chantenois, whisky Black and White, Office de développement industriel IDA-Irlande, vodka Rubansky, Parfums Jean Desprez, groupe Barard-Pressé-Jeunes.

Demandez-leur ce qu'ils pensent de nous.

On peut être petit volontairement

Notre mode d'organisation nous interdit le développement à outrance. Il ne nous interdit pas de travailler avec tout ce que nous

TGA mcconnells

Agence Conseil en Publicité et Marketing
1, rue de Turbigo
75001 PARIS
Téléphone : 236.0414
Telex : TGA 220 309

VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC LE BON DIABLE ET LE BON DIEU (AU I.A.M. STAND 3/10 MARELLO VEYRAC)

LE TROISIÈME SALON DE LA PUBLICITÉ

Comparaisons internationales

La suprématie américaine

Les comparaisons internationales sont, on le sait, difficiles par nature. Les statistiques professionnelles des différents pays étant loin d'être homogènes. La publicité n'échappe pas à cette règle. Pourtant, que l'on compare l'investissement publicitaire global, la dépense publicitaire par habitant ou le pourcentage du P.N.B. que représente la publicité, les États-Unis arrivent de très loin au premier rang, avec 33,7 milliards de dollars, 1,56 % du P.N.B. et 157 dollars par habitant (les chiffres de 1978 sont les derniers connus).

La Japon, qui vient au deuxième rang pour la dépense globale, n'est pas loin moins que les États-Unis : 4,8 milliards de dollars. Cependant, cela ne représente que 0,08 % de son P.N.B. (vingt-quatrième rang) et pour la dépense par tête, 43 dollars (quatrième rang).

La Canada, avec 2,3 milliards de dollars, est au cinquième rang pour la dépense globale, mais elle-ci absorbe 1,2 % du P.N.B. ; l'investissement publicitaire absorbe 100 dollars par habitant.

La République fédérale d'Allemagne (2,8 milliards de dollars

et 0,68 % du P.N.B.), la France (2,5 milliards de dollars et 0,72 % du P.N.B.) et la Grande-Bretagne (2,2 milliards de dollars et 1,04 % du P.N.B.) forment un petit groupe serré et relativement homogène. Les trois pays se situent respectivement au troisième, au quatrième et au sixième rang pour l'investissement publicitaire global, mais seulement 40,3 dollars en Grande-Bretagne.

Pour intéressantes qu'elles soient, les comparaisons n'ont qu'une valeur indicative quant au stade de développement publicitaire atteint dans chacun des pays. La différence de niveau de vie d'un pays à l'autre, la diversité des structures économiques, la politique publicitaire très différenciée des firmes multinationales dans leurs filiales étrangères sont autant d'éléments qui rendent fragiles des conclusions trop hâtives. Une seule s'impose avec force : la suprématie américaine en la matière.

AUX ÉTATS-UNIS

Quatre agences dépassent le milliard de dollars de chiffre d'affaires

La publicité se porte bien aux États-Unis, si l'on en croit la récession annuelle qu'en fait *Advertising Age* (1). Six cent vingt-neuf agences ont, en 1978, réalisé un revenu brut de 2,46 milliards de dollars, soit 14,85 % d'un chiffre d'affaires mondial de 23,3 milliards de dollars.

A titre de comparaison, cinq cent quatre-vingt-trois agences avaient, en 1977, réalisé un chiffre d'affaires de 19,4 milliards de dollars et un revenu brut de 2,84 milliards de dollars.

Pour la première fois, quatre agences dépassent le milliard de dollars de chiffre d'affaires : J. Walter Thompson (1,1 milliard), McCann Erickson (1,05 milliard), Young & Rubicam (1,03 milliard) et une nouvelle venue à ce niveau, Ogilvy and Mather (1,02 milliard). Dix agences revendiquent des revenus bruts supérieurs à 100 millions de dollars, et 79 des revenus de plus de 5 millions de dollars.

Ces chiffres impressionnants (1) *Source* *Advertising Age* de la publicité, 140, Rush Street, Chicago (Illinois) ; 14 mai 1979-28 août 1978.

sont incontestablement atteints grâce à l'activité hors États-Unis de ces agences multinationales. N. W. Ayer & B.H. International est, malgré son nom, la première agence en importance qui réalise l'intégralité de ses affaires aux États-Unis : avec 210 millions de dollars de chiffre d'affaires, elle se situe au dix-septième rang. Neuf des vingt premières agences réalisent plus de la moitié de leur activité hors Amérique, avec trois champions en la matière : S.C. and B. au septième rang avec 640 millions de dollars de chiffre d'affaires, dont 78,1 % hors des États-Unis ; Norman Craig au dix-septième rang, 321 millions de dollars, dont 71,9 % à l'étranger ; et McCann Erickson, dans 71,9 % de l'activité est hors des frontières de l'Amérique.

Le marché américain cependant reste un marché très porteur. Les cent premières agences nationales fournissent à eux seuls 57 % des recettes publicitaires des grands médias : 34 % des ressources publicitaires des journaux, 43 % de celles des magazines, 71 % de celles des chaînes de télévision, 31 % des budgets des radios, et 35 % de l'affichage extérieur.

Ces cent premières agences américaines ont investi pour leurs campagnes nationales de publi-

cité près de 9 milliards de dollars en 1977, soit 14 % de plus que l'année précédente. En fait, une solide augmentation, surtout si l'on considère la « situation économique incertaine » de nombreuses sociétés au cours de l'année. Procter and Gamble vient, comme à l'habitude, le premier rang. Bien que ses investissements publicitaires ne représentent que 0,7 % de ses ventes aux États-Unis, les fabricants de produits d'hygiène et de beauté restent les plus intenses pourvoyeurs de budgets publicitaires, puisque Unilever (un quatre-vingt-troisième rang pour l'importance de ses dépenses) y consacra 24 % de son chiffre d'affaires, et *Block Drug* (au quatre-vingt-huitième rang), 20 %. On observe cependant, même dans ce secteur, un relatif assourdissement.

En ce qui concerne les entrepri-

ses de distribution, un nouveau venu, la chaîne de supermarchés *Kmart*, a fait une entrée en force dans le « Club des 100 » publicitaires et occupe d'ailleurs la cinquième place, juste derrière *Wm. Wrigley*, première firme mondiale de vente par correspondance et de grandes magasins (172 milliards de dollars de chiffre d'affaires). L'importance publicitaire réelle de ces détaillants est d'ailleurs faussée par ce classement : comme toutes les entreprises commerciales elles font beaucoup de publicité locale et de promotion dans l'environnement direct des magasins. Par exemple, les investissements publicitaires globaux de Sears-Roebuck (et l'on prend en compte cette publicité locale) sont évalués à 600 millions de dollars, ce qui en fait, et de loin, le plus gros annonceur américain.

LES QUINZE PREMIERS ANNONCEURS AMÉRICAINS

(en millions de dollars)

| | | | |
|-------------------------------|-----|-----------------------------------|-------|
| Procter & Gamble (détergents) | 489 | Amesbury, Home Products | |
| General Motors (automobiles) | 312 | Quadrant (distribution) | 171 |
| General Foods (alimentations) | 260 | M. & M. Reynolds-Tobacco (tabacs) | 161,7 |
| Wm. Wrigley (distribution) | 259 | General Mills (alimentations) | 159,5 |
| Kmart (distribution) | 218 | Midland-Mercer | |
| Unilever (cosmétique) | 212 | Cordoba de beauté | 148,8 |
| Wm. Wrigley (tabacs) | 201 | Chalver (détergents) | 145 |
| Purdue (automobiles) | 184 | McGraw-Hill (éducation) | 142,5 |
| Public Works (tabacs) | 184 | | |

Venez passer la nuit avec tous ceux qui font la publicité en France Venez à Pub 79 pub 79

Si vous voulez savoir où en est la publicité en France, réservez votre soirée du 29 Mai. Venez à Pub 79 pub 79



La publicité c'est le dialogue. Les produits sont comme les hommes. Quand ils nous parlent ils cherchent à être compris. Seuls les innocents et les imbéciles se traversent pour se faire aimer davantage. Mentir ce n'est pas seulement détourner la vérité, c'est détourner de vous ceux qui vous aiment.

La publicité, la bonne, est celle de la loyauté. Pas de la tricherie. Celle aussi de l'échange entre celui qui vend et celui qui achète. Convaincre c'est d'abord écouter. Se faire entendre c'est savoir se faire aimer. La persuasion clandestine ne persuade plus personne. La publicité est un dialogue toute l'année et c'est tant mieux.

La publicité vous invite à venir la rencontrer au I.A.M. Salon International de la Communication Publicitaire. Paris, Porte de Versailles. Les 28, 29, 30, 31 Mai pour les professionnels. Le vendredi 1^{er} Juin pour le Grand Public (de 10 h à 17 h), une journée organisée par le Conseil National de la Publicité.

Venez voir l'envers de la publicité.

55.1 من الامل

| OFFRES D'EMPLOI | 15 mai 79 | 15 juin 79 |
|----------------------|-----------|------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 45,00 | 54,00 |
| IMMOBILIER | 11,00 | 12,00 |
| AUTOMOBILES | 22,00 | 27,00 |
| AGENDA | 32,00 | 37,00 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 35,00 | 36,00 |

ANNONCES CLASSEES

| OFFRES D'EMPLOI | 15 mai 79 | 15 juin 79 |
|-------------------|-----------|------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 27,00 | 31,75 |
| IMMOBILIER | 8,00 | 7,00 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,00 |
| AGENDA | 21,00 | 24,00 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ingénieur technico-commercial

Après un séjour de 30 ans en tant que directeur d'un service technique de la vente de produits pour l'industrie et le bâtiment, je cherche un ingénieur technico-commercial pour l'industrie et le bâtiment. Vous serez chargé de la vente de produits pour l'industrie et le bâtiment. Vous serez chargé de la vente de produits pour l'industrie et le bâtiment. Vous serez chargé de la vente de produits pour l'industrie et le bâtiment.

Châtelier Jean-Charles MAURICE
Consultant en Gestion du Personnel
397 rue de Valenciennes - 75015 PARIS

UN RESPONSABLE DE PRODUCTION (réf. RP)

Son rôle : après une spécialisation technique de quelques mois, il prendra en charge le lancement d'une nouvelle usine de 100 personnes. Il sera responsable de la production, des objectifs et de la bonne marche technique de cette unité, ainsi que de la gestion de son personnel.

Son profil : ingénieur confirmé, diplômé ENSIA, A et M ou d'une école technique équivalente, disposant d'une solide expérience industrielle, ou bien homme de terrain pouvant démontrer son adéquation au poste à pourvoir.

Lieu de travail : région lyonnaise.

UN CONTROLEUR DE GESTION ITINERANT (réf. CG1)

Son rôle : contrôle et coordination de la gestion, de la productivité, et des approvisionnements des 3 usines de la société, assistance à leurs directeurs et liaison avec la direction générale.

Son profil : diplômé d'Etudes Supérieures de Commerce ou titulaire d'un DECS ou équivalent, ayant une grande expérience de la gestion, le goût des contacts humains et des voyages.

Lieu de travail : basé en région parisienne, activités en Province et à l'étranger.

UN AGENT TECHNIQUE ITINERANT (réf. ATI)

Son rôle : contrôle de la qualité et de la productivité des 3 usines de la société, coordination de leurs machines et de leurs fabrications, lancement technique de produits nouveaux, assistance technique aux directeurs d'usines et liaison avec la direction générale.

Son profil : titulaire d'un BTS ou DUT de l'IA ou équivalent, ayant une expérience de 5 ans au moins dans l'industrie alimentaire ou bien homme de terrain pouvant démontrer son adéquation au poste à pourvoir, il aura le sens de la recherche technique et le goût des voyages.

Lieu de travail : basé en région parisienne, activités en Province et à l'étranger.

Si l'un de ces courriers vous intéresse, veuillez adresser une lettre manuscrite indiquant vos préférences, votre C.V. et une photo récente sous réf. 2363 à INTER P.A. - BP 508, 75006 Paris cedex 02 qui transmettra.

UNE UNITÉ DE FORMATION INDÉPENDANTE FILIALE D'UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE.

destinée à assurer des actions de formation en France et à l'étranger recherche des

Jeunes Ingénieurs Electroniciens ou Informaticiens

et des Techniciens Confirmés ou Niveau D.U.T. ou B.T.S.

Si vous aimez transmettre votre savoir : Si vous êtes intéressé par l'enseignement : Si vous avez envie de participer à la création d'une unité nouvelle : Si, de plus, vous avez la connaissance de langues étrangères et de l'informatique en temps réel.

Renvoyer C.V. détaillé et photographies (avec photo) sous référence 12403 à : CONTRESS PUBLISIA, 20, avenue de l'Opéra, PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

MOTOROLA Semiconductors

MOTOROLA INFORMATION SYSTEMS

L'expansion de notre société et le développement de systèmes à l'échelle mondiale créent des opportunités pour des

SYSTEMS ANALYSTS PROGRAMMEURS

2 à 5 ans de pratique
• Maîtrise du Cobol Mark IV IMS, appréciée
• Une expérience de projet leader ou d'animateur d'une équipe informatique serait un atout supplémentaire
• Anglais indispensable

Des postes sont disponibles à Toulouse et en Ecosse

Ecrire avec C.V. et photo à E. BENIFLAH
BP 3411 - 31025 TOULOUSE

FILIALE DE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE EN PLEINE EXPANSION

commercialisant des produits de technologie nouvelle pour l'électronique et les télécommunications recherche pour l'industrie et le bâtiment des

UN INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

Après un stage de formation, il sera chargé du développement des ventes auprès des techniciens, des installateurs et des administrateurs (B.T.S., D.U.T., B.C.E.P., etc.) dans la région parisienne, la Nord et l'Est de la France.

Le candidat devra :

- être titulaire d'un diplôme d'ingénieur électro-
- avoir acquis une première expérience de la vente
- avoir une bonne pratique de la langue anglaise.

De nombreux déplacements sont à prévoir. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et comprendra une prime de fonction.

Renvoyer lettre man. C.V. photographies et photo, sous le réf. 12451 à CONTRESS PUBLISIA, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

ingénieurs commerciaux

Vous êtes : diplômés ESE, ENSTA, ECP, ENSAE... ou équivalent.

Vous avez 2 à 5 ans d'expérience.

Vous sommes l'un des premiers constructeurs mondiaux de simulateurs.

Vous pouvez aujourd'hui tous les domaines de la simulation.

Vous venez proposer d'entrer au sein du Service Commercial de la Division Simulateurs et Systèmes Electroniques de notre Société.

Vous participerez à la définition et vous vous verrez confier, la prospection, la négociation et la gestion de contrats concernant : des simulateurs de véhicules terrestres - des systèmes électroniques temps réel liés aux simulateurs - des simulateurs d'avions militaires - des simulateurs civils. (Connaissance du russe appréciée).

Anglais courant vivement souhaité.

Lieux de travail : TRAPPES (77) ou CERGY PONTOISE (95).

Adressez C.V., photo et rémunération souhaitée s/réf. IC 79.38.M à A. de BEJARRY - Service Recrutement Trappes - LMT Division Simulateurs et Systèmes Electroniques - B.P. 116 - 77192 Trappes Cedex.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Nous sommes une petite société (15 personnes) spécialisée dans l'achat et la vente d'appareils de contrôle électronique, appartenant à un groupe international leader dans le monde.

Vous recherchez :

- un responsable, principal collaborateur du Directeur.

Sa mission est de régler les problèmes quotidiens de l'administration.

Ses responsabilités couvrent la supervision de la comptabilité (bilans, budgets, paie, etc.), la mise au point d'une gestion des stocks, l'organisation administrative, les relations avec le personnel, la préparation des décisions de la direction et la conduite de leur exécution, les relations avec le management international, etc.

Ce poste convient à un candidat d'un niveau de 1^{er} ou 2^{ème} degré de la formation des P.A.C. (au moins minimum) qui ont permis de maîtriser les techniques de la comptabilité. Qui, par une participation active pendant une période d'essai de 3 mois, aura démontré son sérieux, sa compétence et le sens d'une future expansion de l'entreprise.

Intéressé(e) : E. LE MONDE - PUBLISIA, 2, rue des Halles, 75001 PARIS CEDEX 01.

RANK XEROX

pour sa DIRECTION INFORMATIQUE un

CHEF DE PROJET

Mission :

- participer, avec les utilisateurs concernés, à l'élaboration des cahiers des charges, sur cette base assurer la réalisation des projets qui lui seront confiés
- encadrer l'équipe d'Analystes/Programmeurs qui lui est affectée pour accomplir ces tâches (2 à 5 personnes).

Profil :

- Formation Supérieure.
- Personnalité ayant une bonne aptitude au contact et à la négociation.
- Expérience professionnelle de 3 ans minimum dans la réalisation de projets.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Une évolution à moyen terme vers des postes de responsabilité plus large peut être envisagée.

Lieu de travail, banlieue NORD-EST de PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. C.9.a Foblenne GUERIN - Service Recrutement - RANK XEROX - 4, rue Nicolas Robert - 93602 ALNANVILLE-BOIS.

Turbomachines

Bureau Porte de Vincennes

INGÉNIEUR MINIMUM 28 ANS

Pour devis et suivi d'affaires Possédant bonne expérience dans le domaine des compresseurs centrifuges et à pistons

Langue allemande très appréciée

Adressez C.V. et photographies à : L. F. C. rue de la Croix de l'Orme Morainvilliers 78630 ORGEVAL

RANK XEROX

Cadre Comptable

FLAMMARION

développe sa gestion comptable et recherche un jeune collaborateur, titulaire du DECS, ayant acquis une bonne maîtrise des problèmes fiscaux au cours d'une première expérience de 2 à 3 ans.

Chargé de mettre en place une comptabilité dynamique avec tableau de bord mensuel, il sera responsable de la comptabilité générale et budgétaire de plusieurs sociétés du groupe.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 90534 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75293 Paris Cedex 08
MEMBRE DE SYNTHEC

société générale de fondation

Leader dans l'équipement de l'habitat recherche pour son Service Marketing

JACOB DELAFON

UN CHEF DE PRODUITS

MISSION : Définir les produits (baignoires, éviers, appareils de collectivité), suivre leur création et leur lancement commercial, gérer leur rentabilité et leur évolution.

PROFIL : Solide formation commerciale (BEC - ESSEC - ESC...). Expériences confirmées comme Chef de Produits.

UN CHARGE D'ETUDES COMMERCIALES

MISSION : Fournir les éléments objectifs, qualitatifs et quantitatifs de connaissance de marché permettant l'élaboration de la politique de marketing, le lancement de nouveaux produits et le contrôle des réalisations.

PROFIL : Solide formation économique et statistique (DES Gestion, ISUP...). Expérience confirmée à un poste d'études économiques.

Pour ces deux postes la connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire avec C.V. et photographies à Mme M.T. MARTIN S.G.F., 6, Place d'Iéna - 75016 PARIS

Technico-Commercial

30 ans sur plus de 50 ans d'expérience en tant que technico-commercial (réf. 1000) dans le domaine de la vente de produits électroniques.

Supplémentaire de quelques années dans la vente :

- Spécialisation commerciale de l'ANGLAIS
- Grande disponibilité face aux déplacements
- De résider à Paris ou région parisienne
- Le ou la candidat(e) sera chargé(e) de la formation de visiter les clients et d'établir les devis.

La rémunération est réservée pour un (co) collaborateur (1979) dynamique et efficace.

Renvoyer lettre manuscrite, C.V. photo et photographies à E.T. IFFRAN - Mme Bourdieu, 24-26, rue de la République, 75008 PARIS

THOME INDUSTRIES

Les Activités Thome-Industries : 6 sociétés industrielles de production et transformation de l'acier : fondrière, forge, estampage, mécanique.

Le GIE Thome Industries : une présence active de toutes les sociétés sur les marchés étrangers. Pour poursuivre son effort de pénétration internationale, le Directeur Commercial de cet ensemble industriel vous propose l'adhésion et de

gerer l'export 100.000 +

Vous êtes l'animateur de chaque contrat. Depuis notre siège parisien, vous assurez la coordination client-vendeur. Vous menez finement les opérations. Vous résolvez les problèmes de transport, de douane ou d'assurance.

Votre formation école supérieure de commerce et la présence constante de l'anglais et de l'allemand vous ont permis une première expérience réussie dans un service d'export d'une société de produits industriels en chef ou second fournisseur principal.

Nous espérons vous rencontrer et vous proposons plusieurs postes de candidature à Monsieur Collas, sous référence B 3736, au 1^{er} rue de Berni 75008 Paris.

bernard juhlhet psycom
MEMBRE DE SYNTHEC

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ELECMA

DIVISION ELECTRONIQUE DE LA SNECMA
RECHERCHE

Chef de Service Après-Vente

RÉF. 81

POUR :

- Participer à la définition de la politique de l'après-vente et prévoir les moyens nécessaires à sa réalisation.
- Animer, avec les équipes dont il aura la charge, l'ensemble des prestations après-vente (liaison avec les utilisateurs, introduction des modifications, documentation, réparation, rechanges...).

Ingenieur d'Affaires

RÉF. 75

POUR :

- Coordonner les actions techniques et industrielles relatives à une famille d'équipements électroniques.
- Définir les moyens nécessaires à la conduite des affaires qui lui sont confiées en mettant en œuvre des techniques éprouvées de gestion prévisionnelle.

Les candidats retenus justifieront d'une expérience professionnelle réussie d'au moins 5 ans, seront diplômés d'une grande école d'ingénieurs, connaissent et parlent anglais.

Large possibilité de carrière au sein de la société.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence adéquate à SNECMA, Département Encadrement, 2, bd Victor 75015 PARIS.

Directeur des ventes

Prestation de services

L'expansion régulière de la société nécessite un renforcement de ses structures. D'où la recherche d'un Directeur des Ventes responsable de la région parisienne.

Il a pour mission d'assurer la réalisation des objectifs définis par la Direction commerciale. Pour cela, il anime, gère et contrôle la force de vente régionale (15 Attachés commerciaux) ; il s'implique personnellement dans les démarches les plus importantes.

Ce poste opérationnel demande un homme jeune d'un bon niveau général ayant une expérience probante de l'encadrement d'une équipe commerciale.

C'est un animateur qui connaît bien la vente directe aux entreprises. La rémunération de départ sera de l'ordre de 120.000 F +.

Secours d'activité : Région Parisienne.

Les personnes que ce poste intéresse peuvent adresser leur dossier sous réf. DC 327 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP

11 rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



notre éthique vis-à-vis des candidats

Suite aux nombreuses demandes de renseignements qu'a suscitées le communiqué paru dans la presse le mois dernier, les membres de SYNTEC RECRUTEMENT dont les noms figurent ci-dessous, tiennent à préciser ici les règles qu'ils entendent respecter dans leurs relations avec les candidats et les sanctions qu'ils encourrent s'ils ne les observent pas.

« Le conseil en recrutement s'engage, dès son premier contact avec le candidat, à lui informer sur le poste à pourvoir de manière suffisamment complète pour leur permettre de confirmer ou non leur intérêt personnel pour une rencontre approfondie avec l'entreprise qui recrute.

« Il ne recourt qu'à des techniques d'analyse éprouvées et qu'il maîtrise.

« Il n'apprécie les candidats qu'en fonction du poste précis qui est à pourvoir sans jamais porter de jugement absolu ou définitif.

« Il s'engage à répondre à chaque candidat et à lui retourner, sur demande, le dossier de carrière qu'il a pu recevoir.

« Il informe les candidats sur l'évolution de leur candidature. Il indique, en particulier, aux candidats rencontrés et écartés qui le demandent les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été retenus, en prenant toutes les précautions nécessaires et en s'appliquant à les aider à mieux se positionner dans leur recherche d'une nouvelle orientation.

« Les dossiers individuels, tenus par le conseil en recrutement dans l'exercice de ses fonctions sont protégés strictement par le secret professionnel comme tels et les données éthiques des professions libérales, telles que médecine, avocats, conseils juridiques, fiscaux, graphologues, psychologiques, ... Aucun élément d'information contenu dans ces dossiers

n'est transmis à des tiers sans l'accord du candidat concerné ou en dehors de sa présentation à un employeur potentiel.

« Même en l'absence de toute demande expresse, le conseil en recrutement s'engage à ne jamais révéler à des clients l'identité des candidats qui se trouvent être leurs salariés. Plus généralement, il s'interdit de divulguer toute action qui pourrait être préjudiciable à la situation présente des candidats sans leur accord préalable.

« Dans la première phase de sélection des candidatures, des règles impératives d'ordre interne peuvent obliger l'entreprise à ne pas révéler son identité. De la même manière, les candidats peuvent souhaiter conserver l'anonymat tant qu'ils ne sont pas retenus parmi les candidatures possibles et n'ont pas confirmé, de leur côté, leur intérêt à explorer plus avant l'opportunité qui leur est présentée.

« Le conseil en recrutement respecte strictement la confidentialité qui lui est ainsi demandée par l'entreprise et par les candidats.

« Dans la phase de présélection des candidats, au contraire, le conseil en recrutement s'assure qu'une communication sincère s'établit entre l'employeur éventuel et les candidats potentiels. A la fois pour l'entreprise, dans la description de la société et du poste et, pour le candidat, dans l'exposé de ses caractéristiques professionnelles. Ces dernières informations sont strictement réservées au client et doivent être traitées confidentiellement.

SANCTIONS : Tout manquement aux règles déontologiques, dûment constaté, peut entraîner les sanctions suivantes : blâme, avertissement, suspension provisoire, radiation.

Les membres de SYNTEC RECRUTEMENT sont :

ALEXANDRE TIC — BERNARD JULHIET PSYCHOM — BERNARD KRIEF CONSULTANTS — CORT — CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE — EUROQUIP — INFRAPLAN — KORN FERRY — MANORGA — ORES — PA CONSEILLERS DE DIRECTION — SEFOP — SELE CEGOS — SEMA SELECTION — SIRCA — SPENCER STUART.

Sont en cours d'examen d'adhésion : ALGOE — COG-HERBERT CONSEILS — G.M.V. — SERIFO — QUATRENAIRE EDUCATION — SERTI SELECTION.

Notre code de déontologie est à la disposition de tous les candidats sur demande auprès de Marie-Claude PELTIER, Déléguée de SYNTEC RECRUTEMENT, 3, rue Léon-Bonnet - 75016 PARIS.

Filiale importante Société américaine

Leader dans son secteur de biens d'équipements industriels intermédiaires : matériel de contrôle pour process industriels : 1.500 personnes en Europe dans 6 pays ; en développement constant.

recherche

pour une Direction Européenne basée à Paris-Neufly

DIRECTEUR PLANNING PRODUITS et ETUDES de MARCHÉS pour l'EUROPE

Fonctions :

- Suivre les marchés sur lesquels la Société est présente ;
- Compléter à l'établissement des plans de marketing ;
- Coordonner la lancement des produits nouveaux ;
- Assister le Responsable Opérationnel Europe dans ses décisions de marketing.

Profil :

- 20 ans minimum ;
- Formation de haut ingénieur, comptable, et posséder d'une formation en marketing ;
- Expérience marketing et vente dans le secteur d'activité en dans un domaine proche ;
- Anglais courant.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à S.U.M.S., R.P. 2 - 94320 CAHAIN.

LEVAGE

INGENIEUR COMMERCIAL

«FRANCE ET ETRANGER»

Cette société filiale d'un groupe important, est spécialisée dans la fabrication de matériels électromécaniques de longue portée standard ou adaptés aux besoins spécifiques de l'industrie.

Son service commercial basé en région Parisienne recherche un collaborateur dont l'activité commerciale s'exercerait pour les clients de l'entreprise. Le candidat devra détenir la charge de suivi et de développement du courant d'affaires existant à l'exportation.

Les candidats doivent présenter un diplôme (minimum 20 ans), de formation technique et un professionnel complet.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les conditions offertes sont de nature à intéresser un professionnel complet.

Merci d'adresser à François SAPHOR, CV complet sous référence M 6242 E, à egor, 75009 Paris.

egor

SOPAD - NESTLÉ

recherche pour ses usines de province et son siège (Courbevoie)

INGÉNIEURS ECP, IND, ENSAM...

débutants ou possédant un début d'expérience professionnelle pour pourvoir des postes d'

INGÉNIEURS D'INSTALLATIONS

Ils seront chargés d'études et de réalisations d'installations nouvelles en usine et dans des domaines variés.

Certains de ces postes peuvent convenir pour une durée de 6 mois à 1 an environ, à de jeunes ingénieurs en cursus d'incorporation militaire.

Ecrire avec C.V. détaillé à SOPAD - Direction du Personnel,

17, quai Poul-Doumer - 92411 COURBOVOIE.

BAHLSSEN-FRANCE

(C.A. 1978 : 225 M.F.)

Filiale de distribution de l'une des premières biscuiteries du Marché Commun cherche un

CADRE COMPTABLE

Nous lui proposons :

- dans un premier temps, de succéder notre Chef Comptable - responsable de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique, du contrôle budgétaire et de la trésorerie ;
- ultérieurement, d'assumer la responsabilité du service.

Il nous apporte :

- un DECS (ou niveau équivalent) ;
- au moins 5 années d'expérience professionnelle acquises dans une ou plusieurs firmes dont la comptabilité est traitée à l'aide de l'informatique.

Lieu de travail :

— RUEIL MALMAISON.

Adresser candidature et C.V. détaillé à :

Monsieur le Secrétaire Général - BAHLSSEN-FRANCE S.A., 7, rue du Lieutenant-Durant - 92500 RUEIL MALMAISON.

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Banlieue NORD-OUEST de PARIS

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour poste

RESPONSABLE DES ACHATS GENEBOUX ET SOUS-TRAITANCE (400 ME)

Depend du Directeur des Achats II aura pour mission :

- Négociation et élaboration de contrats types achats de machines-outils et installations spécifiques ;
- Mise en place de procédures d'achat avec les fournisseurs.

Qualités de Gestionnaire.

Connaissances administratives et notions d'informatique indispensables.

Une expérience industrielle d'environ 10 ans est souhaitée.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec CV détaillé à No 12.887

Concours Publicité 20, av. Doyen 75000 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Déclaration d'urgence.

CONSEILLER DE GESTION

Organisme financier, leader sur le marché national, gérant plusieurs milliers de portefeuilles-titres en utilisant des techniques de pointe, recherche pour Paris, une personnalité affirmée, 28 ans minimum, en vue de conseiller une clientèle exigeante de particuliers, pour la gestion de ses capitaux. Etude supérieure (commerciale ou économique) ou formation équivalente.

Ce poste requiert une bonne connaissance des TECHNIQUES BOURSIERES et des VALEURS MOBILIERES, ainsi d'une expérience importante. Une expérience de 2 à 3 ans d'analyse financière sera très appréciée. Goût de rendre le service, goût du contact et capacité à travailler en équipe.

La société est en très fort développement et attend des candidats sérieux de lui adresser à cette fin.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8890, à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Mentionner le cas échéant, le nom des sociétés auxquelles votre offre ne doit pas être transmise.

Planification

Organisation - Contrôle de gestion

L'un des établissements (500 personnes) de ce très grand Groupe d'assurances, français à une autonomie commerciale et de gestion très importante. De gros investissements sont engagés pour assurer son développement et son Directeur crée le poste fonctionnel d'Assistant Gestion. Il met en place des procédures de gestion et crée le contrôle de gestion. Correspondant des services organisation et informatique de l'Administration Centrale, il participe au développement de l'information de l'établissement. Il dépend du Directeur mais travaille en étroite liaison avec les responsables des autres services (commercial, production, sinistres, personnel et comptabilité).

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une grande école de commerce qui ait une première expérience de gestion de 2 à 4 ans.

Il a l'enthousiasme et les qualités de contact nécessaires pour créer sa fonction.

Le poste est basé à Paris Centre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 219 AF à

egor, 75009 Paris.

PROMOTION

505 من الاميل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Notre entreprise conçoit et réalise en France et à l'étranger de très importants ensembles industriels "clé en main". Les longs délais de réalisations (plus de 5 ans) et les montants considérables exigent une rigoureuse gestion financière tenant compte de tous les paramètres concernant nos activités et leur évolution. Nous souhaitons, dans ce cadre, recruter pour le service Etudes et Opérations Financières un

CADRE FINANCIER

expérimenté, auquel nous confierons la responsabilité des études suivantes :

- Documentation et prévisions financières.
- Suivi financier de l'avancement des contrats.
- Trésorerie prévisionnelle à long terme des "affaires".
- Etudes financières avec les différents secteurs de l'entreprise.

Les candidats devront :

- être diplômés d'une Grande Ecole de Commerce et/ou de gestion ;
- avoir acquis 5 ans d'expérience qui leur auront permis d'assumer des responsabilités en matière de prévisions financières.

En outre, une connaissance de la gestion de contrats de longue durée serait un atout.

Le poste est situé à Paris. Les candidatures accompagnées d'un C.V. sont à adresser à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, sous la référence 76753 N/ND.

jeune chef de projet 90 000 F+ SILVER MATCH (C.A. 60 MF, 90 P)

Prépare sa diversification et vous propose de venir repenser, de son siège parisien, l'ensemble des applications de gestion du groupe autour d'un HB 62-90 conçu pour le TP, en faisant travailler un ingénieur. Vous devenez ainsi à court terme notre RESPONSABLE INFORMATIQUE. Vous possédez une formation supérieure (ingénieur ou maître) ou êtes issu du rang et avez acquis, chez un conseil ou en entreprise, l'expérience de l'organisation et de la conduite de projet. Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, à Paris, réf. 3582 LM.

SALOMON à Annecy, leader mondial de la fixation de ski, cherche un : chef de produit

Séjour alpin et (ou) fond, vous êtes jeune ingénieur ou diplômé d'une ESC et avez une première expérience de marketing. Vous parlez anglais et (ou) allemand. Votre état d'esprit vous permet de vous adapter à un produit dont les critères d'appréciation sont essentiellement techniques. Votre mission : établir la synthèse de vos observations sur le terrain et les études de marché réalisées par la société, proposer des orientations stratégiques de développement et de distribution, créer les arguments et assurer l'information des forces de vente. Ecrire à Mme G. DILL à Lyon, réf. 622 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
18, RUE ROYALE - 75008 PARIS
18, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MECANIQUES A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour son Siège Social PARIS

responsable service gestion personnel mensuel

Directement rattaché au Directeur des affaires sociales, l'unique membre de la Direction Générale chargé avec l'aide de ses collaborateurs, coordonner et orienter :

- la gestion du personnel mensuel des unités,
- les questions relatives à l'évolution de la rémunération du personnel mensuel,
- les méthodes de qualification en fonction de l'évolution des techniques et des accords nationaux ou régionaux.

Ce poste exige :

- de solides connaissances de gestion du personnel acquises, si possible, dans l'industrie mécanique,
- une formation supérieure universitaire ou grandes écoles,
- des qualités de contacts, des idées novatrices alliées à des capacités d'expression écrites et orales aiguisées.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé avec photo et prétentions sous le No 13.012 CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Paris 160 000 F + Area manager France

Groupe industriel européen, C.A. 650 millions de francs, effectifs : 3 000 personnes, importante fabrication de biens de consommation durables destinés à l'équipement domestique, nous désirons intensifier notre pénétration du marché français et recherchons le cadre commercial capable de réaliser nos objectifs ambitieux : c'est un poste clé. Rattaché au Directeur commercial de la Division "équipement sanitaire", il sera étroitement associé à l'élaboration de notre politique commerciale "France" qu'il devra mettre en œuvre :

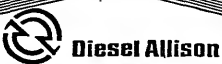
- il disposera d'une équipe de vente - dont 2 chefs de région - d'une quinzaine de personnes qu'il entrainera et contrôlera ;
- il assurera personnellement la négociation de marchés importants ;
- il prendra toute initiative en vue de la conception, de la réalisation et du suivi d'actions promotionnelles.

Il aura des liaisons fréquentes avec nos services logistiques (Belgique, Italie) et avec nos usines.

Ces fonctions peuvent convenir à un diplômé d'études supérieures (Ecole Commerciale), 35 ans minimum, ayant dirigé avec succès une équipe de vente nationale, connaissant la distribution par grossistes, si possible dans le secteur sanitaire/bâtiment. Une évolution de carrière au niveau européen est parfaitement envisageable.

Séle CEGOS
Ad. let. man., C.V. détaillé, photo, sous réf. 71510/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92125 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTIC



Diesel Allison GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

1 ingénieur de service après-vente

CONFIRME sur moteurs diesel, transmissions hydrauliques automatiques pour véhicules industriels et nos automatiques, turbines à gaz.

Déplacements en Espagne, Portugal et Afrique du Nord pour 30% du temps à prévoir.

Profil souhaité : BTACA / OM 1 ou équivalent. Anglais et espagnol parlés.

Expérience T.P. et/ou marine et/ou industrie nécessaire.

Adressez CV avec photo et prétentions Service Personnel YM, s. 84 Gallieni 92211 GENNEVILLE.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE recherche pour son centre informatique Européen (Banlieue Sud-Est)

RESPONSABLE des ÉTUDES EUROPE

Le candidat doit avoir une solide expérience du monde informatique d'une dizaine d'années, avoir réalisé une application DB/DB sur matériel IBM, une réalisation Grandes Tables (G.T.P., Arts et Métiers, E.S.C., etc.).

Il aura la responsabilité du développement d'applications informatiques sur le plan européen. Il sera rattaché au Directeur Informatique Europe. Le poste nécessite une grande disponibilité et des déplacements fréquents en Europe.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Ad. C.V. et prétentions à M. L. OLIVIER-REY, I.E.P., 1, av. Mac-Cormick - 91110 BIZ-ORANGE.

BANQUE AMERICAINE

recherche pour son siège parisien

DIRECTEUR ADJOINT

Rattaché au Vice-Président "Marketing", il devra développer et gérer le portefeuille clientèle entreprises.

Le candidat devra être :

- une expérience confirmée dans le secteur bancaire,
- un sens réel des contacts commerciaux,
- une certaine connaissance des mécanismes de crédit.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence DA 140. Les candidatures seront traitées CONFIDENTIELLEMENT par COGEPAN SELECTION.

Tour de Lyon - 185, rue de Berzy 75012 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

COGEPAN

SOCIÉTÉ APPARTENANT A IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES

recherche pour PARIS

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

POUR TRAVAUX TEMPS RÉEL VARIES SUR MINI-ORDINATEURS

« MULTI-INTERTECHNIQUE » EXPERIENCE SIMILAIRE D'AU MOINS DEUX ANS SOUHAITE

Ad. C.V. détaillé avec photo et prétentions au n° 7825 « le Monde » Publicité 5, rue des Italiens, 75247 PARIS CEDEX 09

Notre groupe leader au niveau mondial dans sa branche de services au commerce international

recherche

POUR SA DIVISION TRANSPORTS ATTACHES COMMERCIAUX

pour ses transports de surface et ses lignes de groupe.

Sans être indispensable la connaissance de langues étrangères est un atout.

Prendre de téléphoner pour informations à Madame LAFONT au 865.44.44



SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNIQUE

recherche pour ses activités d'OPTO ELECTRONIQUE

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE EXPERIMENTE (X - SUP AERO - ESE - CENTRALE - MINES)

susceptible d'assurer une fonction de

CHEF TECHNIQUE DE GRANDS PROJETS

La mission consiste à coordonner les travaux des équipes pluridisciplinaires d'ingénieurs chargés de l'élaboration d'équipements opto électronique avancés.

SONT INDISPENSABLES :

- des qualités d'animateur et de gestionnaire
- de bonnes connaissances scientifiques fondamentales
- l'expérience du développement de matériels assurant l'électronique, l'optique et la mécanique.

Adressez C.V. et photo au Service du Personnel - 1, avenue Decartes 94450 LIMEIL-BREVANES.

Tektronix

VENDRE DES TERMINAUX ET DES ORDINATEURS QUI SAVENT MEME DESSINER

Notre image est celle de l'excellence. Nous y tenons beaucoup et c'est elle qui explique notre croissance.

Cette croissance nous amène à compléter notre équipe d'ingénieurs commerciaux. La formation tant à nos produits qu'à nos méthodes tient chez nous une grande place. C'est pourquoi nous avons la possibilité d'intégrer des "profils" variés.

Actuellement nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX débutants ou confirmés réf. KOM1

Ces postes demandent une formation universitaire ou équivalente de type scientifique de préférence en informatique ou en électronique.

INGENIEURS COMMERCIAUX spécialisés réf. KOM2

Le profil de base est le même. Il faut de plus posséder une spécialisation en CAO (conception assistée par ordinateur), une orientation Mécanique et quelques années de "pratique".

Le salaire de base est élevé (s'y ajoute une partie variable importante). Ces postes sont à pourvoir sur PARIS ou le NORD de la France.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. (en précisant la référence) à notre Conseil

INFRAPLAN Tour de Lyon 185, rue de Berzy 75012 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

SG2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(Centrale, Sup. Aéro, Télécom, etc...)

DEBUTANTS OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Réf. PRT 28/1

INGENIEURS SYSTEMES IBM - CHB

Réf. PRT 28/2

INFORMATIENS EXPERIMENTES

PROGRAMMEURS, ANALYSTES, CHEFS DE PROJETS (MAG, Matrice Informatique, IUT, AFPA ou Diplômes Enseignement Supérieur)

Pour :

ACTIVITE GROS OU MOYENS SYSTEMES DE GESTION. Réf. PHT 28/3

ACTIVITE PETITS SYSTEMES DE GESTION. Réf. PHT 28/4

ACTIVITE MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT. Réf. PHT 28/5

ACTIVITE SYSTEME DE BASE OU D'EXPLOITATION. Réf. PHT 28/6

ACTIVITE RESEAUX ET TELEINFORMATIQUE. Réf. PHT 28/7

Ecrire avec C.V., prétentions et disponibilités sous réf. ci-dessus à :

SG2

12/14, Avenue Vion Willicomb - 75016 PARIS

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

recherche pour assurer le Directeur de son

DÉPARTEMENT PROPRÉTÉ INDUSTRIELLE

UN INGENIEUR BREVETS

chargé de la rédaction et des examens des demandes de brevets dans les domaines mécanique et électrique.

Le poste conviendrait à un ingénieur Grandes Ecoles, de 30 ans minimum, ayant quelques années d'expérience de la rédaction des brevets et désireux de faire carrière dans la Société, soit dans la fonction propriété industrielle, soit dans les départements techniques.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez votre C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement, 5, rue Michel Ange 75731 PARIS CEDEX 16, sous référence 75015.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche

**INGENIEUR CHEF DE PROJET
INFORMATIQUE DE PRODUCTION**

POSITION II

Le candidat sera de préférence un ingénieur de production de 30 ans minimum, ayant de bonnes connaissances en informatique.

Il sera chargé de la mise en place et de l'entretien d'un système de gestion de production.

Il assurera la comptabilité de celui-ci avec les différents traitements informatiques de la Société.

Appointements : 1.110.000F/1.300.000F suivant références.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
recherche

**INGENIEUR
DE DEVELOPPEMENT**

MISSIONS

Après la direction Marketing :

- Il participe à la conception et à l'élaboration des procédés et des technologies de mise en œuvre des gaz dans l'activité industrielle pluridisciplinaire.
- Il assure le suivi des prototypes, détermine les performances, procède aux modifications, supervise les premières installations industrielles.
- Il assure la mise en œuvre des procédés de production.
- Il assure la mise en œuvre des procédés de production.
- Il assure la mise en œuvre des procédés de production.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ LEADER DANS LE DOMAINE
DE LA DISTRIBUTION DE COMPOSANTS
ELECTRONIQUES ET DE SYSTEMES**
recherche

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Le candidat, de formation ingénieur ou B.T.S., se verra confier un secteur géographique (région, département, ville, secteur technique et date, répartition géographique suivant expérience et valeur du candidat).

Veuillez fournir

Adresser C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF

SERVICE BREVETS
recherche

**INGENIEUR
ELECTRONICIEN**

Officier ou ayant quelques années d'expérience. Niveau élevé de formation, des aptitudes à l'analyse, à la synthèse, à la rédaction, pour PARIS (75).

Env. avec C.V. à THOMSON-CSF, Serv. Personnel, 17, rue de Valenciennes 75006 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE AMERICAINE
recherche

**PROGRAMMEUR
GAP & CONFEX**
Connaissance COBOL appréciée.

Matériel actuel : IBM 370/158-75, évolution vers un 4331 pour le développement de l'administratif. Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Groupe Industriel
1 000 personnes - Ouest Paris (R.E.R.)**
développe un nouveau système à Temps Réel et recherche un

**Responsable
Etudes Informatiques**

Sous l'autorité du Chef de Service, il est responsable de la mise en œuvre complète des applications (gestion de production, commerciale, comptable et personnel).

Il dirige une équipe de 4 analystes et programmeurs informaticiens par des moyens adéquats en fonction des besoins.

La configuration se compose de 2 systèmes (DIGITAL EQUIPMENT) reliés par une architecture de réseaux. Saide et traitements interactifs par écran (MOL).

Le candidat aura une formation d'ingénieur avec orientation vers l'informatique. Connaissance du COBOL, BASIC et des systèmes de base de données (temps réels) appréciés.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra. (Réponses et discrétion assurées).

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
recherche

**AGENTS
TECHNIQUE-COMMERCE**

pour région parisienne, après formation adéquate et expérience commerciale.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**LA COMPAGNIE
D'ASSURANCES**

LE SECONDS

recherche un ingénieur ou B.T.S. pour la mise en œuvre des procédés de production.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**HOMME
SYSTEME**

Il assure le développement et la mise en œuvre des systèmes de gestion de production.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**L'UNE DES PREMIÈRES ENTREPRISES
FRANÇAISES DE BATIMENT**
recherche

**INGENIEURS D'AFFAIRES
CHEFS DE GROUPE**

Les candidats, à nos postes de haut niveau, devront avoir une certaine expérience professionnelle dans les secteurs technique, commercial et administratif.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

S.E.I.T.A.
(Services d'Exploitation Industrielle des Fabriques et Ateliers)

UN CADRE, CHARGÉ D'ETUDES

LE CANDIDAT DEVEA :

- Être diplômé d'une grande école commerciale.
- Justifier d'une expérience de quelques années dans les études commerciales (qualitatives et quantitatives) soit dans une société d'études, soit dans une entreprise commerciale.
- Être âgé de 30 ans environ.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**STE IMPORT-EXPORT
ALCOY TARBUS MO.**

**CADRE
RESPONSABLE
ENTREPRISE**

Avant exp. administrative et commerciale.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Dans le cadre de la création
de deux nouveaux départements
ADAMEL - LHOMARGY**
essais des matériaux
INSTRUMENTS S.A.
recherche

**A) DIRECTION ETUDES
ET DEVELOPPEMENT :**

**INGENIEUR
ELECTRONICIEN**

E.S.E. - I.S.E.N. - I.S.E.P. ou équivalent :
- 30 ans minimum
- position 22 ou 23 A
- responsable labo.
- études électroniques
- expérience circuits analogiques, logiques et microprocesseurs

**INGENIEUR
D'ETUDES**

Formation électronique, diplômé grande école ou autodidacte de valeur :
- 30 ans minimum
- position 22
- responsable bureau d'études
- expérience industries indépendantes.

**TECHNICIEN
ELECTRONICIEN**

Niveau V2-V3
Expérience circuits logiques et microprocesseurs (5000).

**B) DIRECTION COMMERCIALE
INGENIEUR
TECHNIQUE-COMMERCE**

BASE A PARIS
- déplacements France entière
- expérience la mise en œuvre du matériel de laboratoire industriel spécialisé
- anglais impératif.

**TECHNICIEN
ELECTRONICIEN S.A.V.**

Niveau V
- expérience Service après-vente instruments électroniques
- expérience la mise en œuvre du matériel de laboratoire industriel spécialisé
- anglais impératif.

**SECRETAIRE
BILINGUE ANGLAIS**

Expérience secrétariat commercial :
- correspondance
- devis
- facturation, etc.

THOMSON-CSF
**INGENIEURS
grandes écoles**

Le candidat, ingénieur ou B.T.S., devra avoir une certaine expérience professionnelle dans les secteurs technique, commercial et administratif.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
**INGENIEURS
grandes écoles**

Le candidat, ingénieur ou B.T.S., devra avoir une certaine expérience professionnelle dans les secteurs technique, commercial et administratif.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
**INGENIEURS
grandes écoles**

Le candidat, ingénieur ou B.T.S., devra avoir une certaine expérience professionnelle dans les secteurs technique, commercial et administratif.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
**INGENIEURS
grandes écoles**

Le candidat, ingénieur ou B.T.S., devra avoir une certaine expérience professionnelle dans les secteurs technique, commercial et administratif.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
**INGENIEURS
grandes écoles**

Le candidat, ingénieur ou B.T.S., devra avoir une certaine expérience professionnelle dans les secteurs technique, commercial et administratif.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Responsable
de la gestion
du patrimoine immobilier**

Paris.

Groupe de Compagnies d'Assurances très connues, notre patrimoine immobilier représente 2500 logements et s'accompagne d'un budget annuel de travaux de 10 millions de francs. La gestion de ce patrimoine est informatique.

Nous proposons à un diplômé d'études supérieures — juridique ou technique — ayant 45 ans au moins, connaissant le marché immobilier, d'être le responsable de la gestion de ce patrimoine, dans le cadre de notre département financier/immobilier.

Il assurera :

- la mise en œuvre de la politique immobilière du groupe ainsi que le recueil d'informations nécessaires à son élaboration,
- le contrôle et la coordination des opérations menées par les responsables des 3 unités de gestion dépendant de lui et regroupant une trentaine de personnes.

Cette activité implique disponibilité et bonne intelligence sociale.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, nous répondra 75111 M. R. VERDET - 8616-CEGOS, 33, quai Gallieni, 93122 SURBOIS.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ANALYSE
PROGRAMMEUR**

2 à 3 ans d'expérience, en langage de programmation, en langage de programmation, en langage de programmation.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Ingénieur, commercial et réalisateur
un très important système télé-
informatique dans le cadre d'un
concept de gestion de l'information
payé de l'Etat.**

INGENIEUR EN CHEF

CHIEFS DE PROJET
INGENIEURS LOGICIELS
débutants ou presque (400 000)

Expérience de programmation et de gestion de l'information. Nous recherchons des ingénieurs et chefs de projet pour la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information payé de l'Etat.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR EN CHEF

CHIEFS DE PROJET
INGENIEURS LOGICIELS
débutants ou presque (400 000)

Expérience de programmation et de gestion de l'information. Nous recherchons des ingénieurs et chefs de projet pour la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information payé de l'Etat.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR EN CHEF

CHIEFS DE PROJET
INGENIEURS LOGICIELS
débutants ou presque (400 000)

Expérience de programmation et de gestion de l'information. Nous recherchons des ingénieurs et chefs de projet pour la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information payé de l'Etat.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR EN CHEF

CHIEFS DE PROJET
INGENIEURS LOGICIELS
débutants ou presque (400 000)

Expérience de programmation et de gestion de l'information. Nous recherchons des ingénieurs et chefs de projet pour la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information payé de l'Etat.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR EN CHEF

CHIEFS DE PROJET
INGENIEURS LOGICIELS
débutants ou presque (400 000)

Expérience de programmation et de gestion de l'information. Nous recherchons des ingénieurs et chefs de projet pour la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information payé de l'Etat.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR EN CHEF

CHIEFS DE PROJET
INGENIEURS LOGICIELS
débutants ou presque (400 000)

Expérience de programmation et de gestion de l'information. Nous recherchons des ingénieurs et chefs de projet pour la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information payé de l'Etat.

Env. C.V. photo et lettre manuscrite avec C.V. photo N° 12.582 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR EN CHEF

CHIEFS DE PROJET
INGENIEURS LOGICIELS
débutants ou presque (400 000)

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

SUR 200 KILOMÈTRES EN AVAL DE PARIS

Grande toilette pour les rives de la Seine

Après avoir été au début du Moyen Âge l'un des grands axes de pénétration militaire, notamment pour les Normands, la Seine est devenue depuis les rives de deux siècles une importante voie navigable avec un trafic peut-être trop important pour son faible débit et sa modeste profondeur de 5 mètres au plus. Si l'on ajoute les nuisances dues à la présence des millions d'habitants de l'agglomération parisienne, la Seine a connu bien des soucis en aval de la capitale.

Si la qualité de son eau semble s'être sensiblement améliorée, grâce notamment aux actions menées par l'Agence de bassin Seine-Normandie, le fleuve a vu peu à peu ses berges se recouvrir d'immenses décharges sauvages d'ordures, au point souvent d'en condamner l'accès. « Après avoir descendu le fleuve en 1977, les conseillers généraux des Yvelines ont pu se rendre compte du contraste existant entre l'état lamentable des rives et les richesses touristiques qu'il serait possible d'exploiter sur les sites

voisins », précise M. Laurent Clément, préfet des Yvelines. « La décision a été prise de mener une action d'urgence pour sauvegarder les berges du fleuve dans toute la traversée du département et aussi les rives des nombreuses îles, soit au total 200 kilomètres. »

Pour l'année 1978, un programme de 1 600 000 francs a été prévu, financé à 50 % par l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, à 30 % par le département et à 11 % par les vingt-sept communes du syndicat de la vallée de la Seine. De 1979 à 1983, 1 000 000 de francs de travaux seront réalisés chaque année, ce qui représente sur cinq ans une dépense globale de l'ordre de 6 millions de francs, uniquement pour le nettoyage et l'embellissement des berges.

L'opération la plus délicate, la plus coûteuse, concerne la consolidation des berges. Roulés par les pollutions de toutes sortes, usés par le courant et dévalés par les crues, les flancs du lit du fleuve ont, depuis quinze ans, été « repartis » au coup par coup. Ici des palissades métalliques ont été enfoncées dans le sol, là quelques dizaines de mètres de rivage cimentés. Le plus souvent, la solution choisie a autorisé les entreprises de travaux publics à déverser par camions entiers des matériaux de décolation: blocs de béton et de pierre.

Ces protections inesthétiques contre l'érosion vont être progressivement remplacées par un gazon résistant accolé à un talus de terre en pente douce grâce à des feuilles de plastique. L'aménagement sera particulièrement soigné dans les sites les plus touristiques, où des bancs, des tables et, bien sûr, des poubelles seront installées à l'attention du public, à proximité des plus beaux points de vue.

L'importance que nous attachons à la qualité de l'environnement dans les Yvelines justifie l'effort. « L'après », estime M. Paul-Louis Tenaillon, président du conseil général, « l'aménagement des berges, qui fera

l'objet d'un contrat régional à partir de 1979, mettra l'accent sur les aspects culturels, touristiques et sportifs des sites. »

Le « déjeuner » de Renoir

Sans doute en vacances on a guère le temps de se pencher sur les rives de la Seine pour y chercher l'inspiration, au dix-huitième siècle au moins, et au début du vingtième siècle. A Chateau, berceau des maîtres de l'impressionnisme et du fauvisme, on découvre de la berge-jardin le fameux pont peint par Renoir et Van Gogh, mais aussi le site du *Déjeuner des canotiers* du même Renoir. Un peu plus loin, voit le pont de Bagneux qui inspira Monet, puis les quais de Seine, immortalisés par Bataille, le vieux pont de Linay, dont Corot fit l'une de ses plus belles toiles. A Chateau, il sera difficile d'oublier le célèbre restaurant Fontaine, refuge de Guy de Maupassant, tout comme le domaine de Mont-Cristo d'Alexandre Dumas père, à Port-Saint, ou encore la grande maison de l'abbé de La Motte, à Chateau de la Motte, où se trouvaient dans son royaume, écrivait Zola à Flaubert pour lui vanter les indices de la beauté qui allait devenir le creuset de la littérature naturaliste.

Quelques deux mille mètres des établissements secondaires des Yvelines ont été les premiers à découvrir les sites de la vallée de la Seine. Sur une embarcadere du Pont autonome de Bagneux, les premiers de Bagneux. Cette Initiative des élus qui fut souvent pour les collégiens l'occasion de prendre un premier contact avec le milieu fluvial, sera renouvelée l'année prochaine.

HABITANTS MÉCONTENTES

EVRY-1 : « Nos appartements tombent en ruine »

EVRY-1 est, comme son nom l'indique, le premier quartier de la ville nouvelle d'Evry (Seine-et-Marne). Conçu de manière originale (des immeubles composés des parties entières ou des appartements ont été construits en terrasse), il offre aujourd'hui mille cinq cents logements en location et en copropriété pour environ cinq mille habitants, et la vie collective et associative y est particulièrement dense.

Mais, entre la conception résolument moderne d'un tel ensemble, la réalisation, et surtout son entretien, bien des hésitations lourdes se sont abattues.

Ainsi l'Association des habitants d'Evry-1 a récemment dénoncé les multiples maux (accidents constatés dans les appartements, mauvaise isolation phonique, infiltrations d'eau, apparition de moisissures sur les murs intérieurs, mauvais état des espaces verts,

etc.). L'insatisfaction, même partielle, pourrait suffire à expliquer le mécontentement des habitants. Mais la meilleure illustration de ces observations est donnée par le chauffage à l'eau chaude, installé, à titre d'essai, dans la presque totalité du quartier, et sur l'insistance d'E.D.F.

Un chapitre d'incidents s'agit de ces fameuses louches : insuffisance notable de la puissance, pertes énormes, etc. Il est impossible pour les habitants de chauffer correctement et des différences de température importantes peuvent être relevées entre deux appartements immédiatement voisins. Ce qui explique, mais également en raison des mauvaises conditions de la mise en service, a été fait, observe un autre propriétaire, M. Daniel Piquet-Pocorec, les gens sont ici animés par l'esprit ville nouvelle. Ils ont été à leur quartier et y trouvent plutôt bien. Leur futur est d'autant plus grand qu'ils disposent de logements agréables, mais qu'ils ne peuvent utiliser parfaitement en raison des mauvaises conditions de la mise en service. »

1 000 F par mois pour ses F-4, etc. Conviendrait-il de procéder à quelques aménagements de détail ou plutôt de reconstruire l'ensemble des installations défectueuses ? Il revient sans doute au promoteur de le déterminer. « Et ce qui nous concerne, c'est fait trois ans que nous nous battons et nous n'arrivons même pas à obtenir des informations précises sur la situation. »

« En fait, observe un autre propriétaire, M. Daniel Piquet-Pocorec, les gens sont ici animés par l'esprit ville nouvelle. Ils ont été à leur quartier et y trouvent plutôt bien. Leur futur est d'autant plus grand qu'ils disposent de logements agréables, mais qu'ils ne peuvent utiliser parfaitement en raison des mauvaises conditions de la mise en service. »

Si le vice surtout à sensibiliser les jeunes aux leçons de la fragilité du milieu naturel et surtout sur les ravages de pollution domestique. Car il ne faudrait pas que les rives de la Seine restent à grand prix au public, soient à nouveau livrées demain par le même public de promeneurs, de touristes et de sportifs.

STÉPHANE BUGAT.

Le vice surtout à sensibiliser les jeunes aux leçons de la fragilité du milieu naturel et surtout sur les ravages de pollution domestique. Car il ne faudrait pas que les rives de la Seine restent à grand prix au public, soient à nouveau livrées demain par le même public de promeneurs, de touristes et de sportifs.

DAMIAN REGIS.

Le vice surtout à sensibiliser les jeunes aux leçons de la fragilité du milieu naturel et surtout sur les ravages de pollution domestique. Car il ne faudrait pas que les rives de la Seine restent à grand prix au public, soient à nouveau livrées demain par le même public de promeneurs, de touristes et de sportifs.

DAMIAN REGIS.

Le vice surtout à sensibiliser les jeunes aux leçons de la fragilité du milieu naturel et surtout sur les ravages de pollution domestique. Car il ne faudrait pas que les rives de la Seine restent à grand prix au public, soient à nouveau livrées demain par le même public de promeneurs, de touristes et de sportifs.

DAMIAN REGIS.

SITE MENACÉ DANS L'ESSONNE

L'armée a-t-elle besoin de l'Étang-Vieux à Saclay ?

Créé entre 1860 et 1865 sur 35 hectares, l'Étang-Vieux de Saclay dans l'Essonne devait, à l'origine, alimenter en eau les bassins du château de Versailles. Aujourd'hui, il est devenu, pour les oiseaux migrateurs, une étape privilégiée entre l'Europe Nord et l'Afrique. Plus de deux cent dix espèces y ont été recensées.

Malheureusement, selon l'Association parisienne ornithologique (APO), sur quatre-vingt-cinq espèces nichées, dix-huit ont disparu depuis vingt-cinq ans. La gestion et l'entretien, assurés depuis 1954 par le ministère de la défense qui dispose, autour, d'importantes installations, sont donc mis en cause.

Conformément aux recommandations de l'APO, les clubs-huit communes voisines rassemblées dans deux syndicats intercommunaux, ont proposé que l'Étang-Vieux soit classé en réserve ornithologique. Dans un premier temps, cette proposition a semblé retenir l'attention des militaires intéressés. Le préfet de région soulignait lui-même dans une lettre transmise au sous-préfet de Paris-Reuilly le bien-fondé du classement en non constructible « de la zone concernée dans le cadre du plan d'occupation des sols (POS) de Saclay. Mais les élus locaux ont été récemment informés qu'un arrêté signé par le ministre de la défense le 17 mars 1978 — mais non encore publié au *Journal officiel* — classe l'Étang-Vieux de Saclay dans le domaine public de la défense, ce qui interdit strictement tout projet de réserve naturelle.

Au cours d'une conférence de presse, M. Rémy Baudin, président du syndicat d'aménagement du plateau de Saclay, a dénoncé cet « arrêté absurde qui, dans son imprécision, paraît même insupportable au tiers. » « Nous ne comprenons pas l'intérêt surprenant de la défense pour ce terrain », a précisé M. Louis Carrière, président du syndicat intercommunal pour l'assainissement de la vallée de la Bièvre. « Par contre, nous voyons de façon affirmée la nécessité de protéger l'Étang-Vieux. »

Il y a quelques jours, une réunion d'information sur l'avenir de l'Étang a rassemblé plus de six cents personnes, contribuant à renforcer la détermination des élus. Pour l'heure, les partisans de la réserve ornithologique hésitent sur l'opportunité d'un contrat régional à partir de 1979, mettra l'accent sur les aspects culturels, touristiques et sportifs des sites. »

Comment améliorer les relations entre anciens et nouveaux habitants des villes et des villages de l'Ile-de-France ? C'est à cette question qu'ont tenté de répondre les participants à la journée d'étude organisée récemment à Paris par le club Habitat et Vie sociale (1).

Don nombre de communes de la région parisienne ont vu, tout gré, mal gré, leur population croître de façon spectaculaire au cours des années passées. Ici, c'est un grand ensemble qui a amené plusieurs milliers d'habitants dans un ancien village, il s'agit d'habitants riches de multiples équipements, des tables et des bancs, des poubelles, etc. Ici, c'est un grand ensemble qui a amené plusieurs milliers d'habitants dans un ancien village, il s'agit d'habitants riches de multiples équipements, des tables et des bancs, des poubelles, etc.

L'exemple de la commune de Ussy a permis d'évoquer la représentation de la nouvelle population au sein des conseils municipaux. Les nouveaux arrivants, souffrant en effet souvent de l'éloignement, plusieurs années avant d'avoir leurs voix à la mairie, ont même qu'ils y sont représentés. En 1982, une ZIP, rattachée sur les communes de Bures et d'Orsay (Seine-et-Marne), 3 500 habitants, 4 000 électeurs d'habitants. Les habitants des Ussy et des deux communes voisines ont été invités à donner à la ZIP, Ussy, en 1977, un grand prétexte à la commune de Ussy (20 000 habitants), alors qu'Orsay en comptait 75 000 et Bures-en-Yvelines 15 000. En 1977, les premiers habitants municipaux envoyèrent les élections à la mairie municipale.

Les deux villes nouvelles ont été créées en 1965, à l'initiative de l'État, pour développer les études préliminaires qui permettraient aux élus de connaître les répercussions de l'arrivée des nouveaux habitants. C'est-à-dire, en effet, l'apport de nouvelles ressources fiscales à la commune, non seulement sous forme de charges plus lourdes en matière d'équipement, d'entretien, etc., d'autre part, les zones d'activités, rapportant aux communes plus que les habitants. Or, sous ce rapport, les communes ont le même rythme que les immeubles de logement. C'est la raison pour laquelle les élus des villes nouvelles affirment ne pouvoir équilibrer leur budget que si l'équilibre entre l'habitat et l'emploi est réalisé.

Qui dit mieux?

LONDRES ALLER-RETOUR: 195 F.

Tout excursion valable pour un séjour de 3 jours maximum. Départ de Paris en 2^e classe, avant le 30 juin et après le 31 août 1979. Prix spéciaux au départ des gares de province.

SNCF
REDCOUVREZ LE TRAIN

Qui dit mieux?

LONDRES ALLER-RETOUR: 195 F.

Tout excursion valable pour un séjour de 3 jours maximum. Départ de Paris en 2^e classe, avant le 30 juin et après le 31 août 1979. Prix spéciaux au départ des gares de province.

SNCF
REDCOUVREZ LE TRAIN

Le Monde

ÉTRANGER

LA CONFÉRENCE DE MANILLE

Les pays en voie de développement veulent obtenir un renforcement du rôle de la CNUCED

Manille. — Les délégués à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), réunie à Manille depuis le début du mois, abordent ce lundi 28 mai leur troisième et dernière semaine de négociations, en se désignant tout bien que malgré un climat d'attente qui a régné jusqu'à présent.

Chaque commission de travail (numérotées de un à huit) examine depuis le samedi 26 les projets de résolution déposés par quatre groupes de pays (celui des « 77 » qui regroupe en fait cent dix-neuf nations du tiers-monde réunies dans des alliances politiques, les pays développés, les pays d'Amérique latine, les pays socialistes) et met en œuvre leurs stratégies respectives. Cela pour affronter les « grands débats » à l'issue desquels seront présentées les résolutions finales.

C'est-à-dire des recommandations adressées aux Nations unies.

Un coup de fouet aux débats vient d'être donné grâce à la réapparition du problème de l'énergie. Cette question, soulevée par tous les pays latino-américains qui insistent pour la mettre à l'ordre du jour, avait été écartée par les pays de l'OPEP. Elle a resurgi samedi 26 mai dans le projet de résolution concernant l'indépendance. Qualifiée de « proposition » par les pays de l'OPEP, le texte fait en particulier référence aux difficultés rencontrées par les pays en voie de développement non producteurs de pétrole.

C'est une nouvelle manœuvre des pays occidentaux pour briser l'unité du tiers-monde dit-il dans les milieux de l'OPEP. Cette « proposition » confirme à leurs yeux que les pays riches ne sont pas étrangers à la « crise » énergétique de certains pays latino-américains qui, pendant dix jours, a bloqué les débats autour de la mission chargée d'étudier la question de l'indépendance. Comme pour contraindre ces allégués, les États-Unis ont émis, depuis deux jours, des déclarations montrant qu'ils ne sont pas prêts à la hausse des prix du pétrole, ce qui a suscité d'ailleurs une certaine aggraver la situation des pays pauvres, dont le déficit risque d'atteindre 40 milliards de dollars en 1979 alors que l'OPEP s'élève à 25 milliards de dollars (des estimations des Américains se fondent sur une augmentation du prix du pétrole de 10 % en 1978, portant le baril à 16 dollars).

Ces péripatés ont pris d'autant plus de relief qu'aucun progrès réel n'a été enregistré sur les grandes questions débattues. En fait, aucune d'entre elles n'est imposée comme thème mobilisateur de cette cinquième conférence. Une telle situation, dit-on dans les milieux des pays industrialisés, conduit à une « crise de l'institutionnel » à l'ère « 77 », qui d'ont pas réussi à sélectionner des thèmes centraux comme ce fut le cas à Manille en 1976. Mais le programme intégré des « produits de base » à contester leur rôle sur des objectifs productifs, de mandant en fait depuis le début de la conférence que soient renforcés la structure et les pouvoirs de la CNUCED. En dernière analyse, l'enjeu de la conférence tourne autour d'une question : reconnaître-t-on à la CNUCED le rôle de coordinateur de l'économie mondiale ?

Très clairement le projet de résolution déposé par Cuba, au nom des « 77 » prône : « il doit être reconnu aux entreprises que

De notre envoyé spécial

la CNUCED est l'instrument principal de l'Assemblée générale pour les négociations économiques internationales qui ont trait au commerce et aux problèmes connexes de développement économique, notamment celles qui concernent l'industrie et les services économiques internationaux.

Les « 77 » demandent en outre par ce texte que la CNUCED soit dotée de ressources suffisantes pour lui permettre de bien jouer ce rôle. Cependant, tout en favorisant la nécessité de ressources, les pays industrialisés sont loin d'être disposés à faire de la CNUCED le grand organisme de conception, de gestion et de contrôle de l'économie mondiale.

La tentation peut être grande pour les « 77 » de dissimuler les effets de la crise économique en créant des institutions nouvelles, ce qui, dans la réalité, ne fait que déplacer la question de la volonté de puissance à l'extérieur du système. La CNUCED qui, dans le secretariat, est l'organe du tiers-monde, il y a une idée forte : la « sacro-sainte loi du marché

Reformer

Le second sujet d'affrontement en matière commerciale est la question des négociations multilatérales. Le groupe des « 77 » insiste sur le fait que les négociations commerciales ne sont pas des négociations commerciales, mais qu'elles sont des négociations commerciales.

Sur ce point non plus les pays industrialisés ne semblent pas prêts à céder, affirmant que les négociations de Genève, qui se sont tenues en 1977, ont été un échec. Ils insistent sur le fait que les négociations de Genève, qui se sont tenues en 1977, ont été un échec. Ils insistent sur le fait que les négociations de Genève, qui se sont tenues en 1977, ont été un échec.

Tous comptes faits pourtant et

invoquée par les pays riches pour diffuser, à leur tour, les effets de la crise économique. Le projet de résolution, dit-il, est une loi de fer. Il est des lois économiques qui ne peuvent pas être évitées. Il est des lois économiques qui ne peuvent pas être évitées.

Approche dirigiste inacceptable pour les pays industrialisés, qui disent qu'en économie de marché les pouvoirs publics ne peuvent imposer des réformes de structures aux entreprises privées, et que, d'autre part, les entreprises doivent tenir compte des intérêts des consommateurs.

le GATT

malgré des gestes de bonne volonté (propriétés industrielles, services publics, etc.), les pays industrialisés campent encore sur des positions fort dogmatiques de la « loi du marché ».

La délégation française, qui remplit les fonctions de porte-parole de la C.E.E., a pour sa part fait savoir qu'elle ne considère pas la médiation entre les deux camps comme une fin en soi, mais qu'elle considère la médiation comme un moyen de parvenir à une solution.

PHILIPPE PONS.

MALGRÉ L'INTERRUPTION DE LA RENCONTRE DE BRUXELLES

La convention de Lomé devrait être renouvelée prochainement

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La conférence multilatérale C.E.E.-A.C.P. (1) a interrompu ses travaux le samedi 27 mai en raison du désaccord entre les deux parties sur le montant de l'aide financière. La Communauté proposait que la somme de cette aide soit portée de 2,4 milliards d'unités de compte (19,72 milliards de francs) dans l'actuelle convention à 5,1 milliards d'unités (42,84 milliards de francs) pour les cinq prochaines années. Les A.C.P. qui demandent sans trop s'écarter, 10,8 milliards d'unités (90,24 milliards de francs) ont trouvé l'offre européenne pas trop insuffisante.

Les négociations reprendront à une date qui sera fixée d'un commun accord lors d'un prochain sommet des deux parties. Les deux camps ont convenu que des progrès sont possibles, mais qu'ils ne peuvent être réalisés que si les deux parties sont conjuguées. Les deux camps ont convenu que des progrès sont possibles, mais qu'ils ne peuvent être réalisés que si les deux parties sont conjuguées.

De notre correspondant

rencontre de Kigali. Mais, insiste-t-il, il n'y a d'aucune manière de blocage.

Il est vrai que sur les nombreuses questions autres que l'aide financière, encore ouvertes à la veille de la conférence, les points de vue se sont considérablement rapprochés.

Alors que penser des commentaires un peu aigus entendus samedi matin du côté allemand, commentaires sur l'offre déclinatoire pour imposer la responsabilité aux Français ? Le report — échec provisoire au sein d'un accord — en train d'assister ? La vérité semble simple : les Allemands, contrairement aux autres États membres, seraient disposés à ce que l'enveloppe financière soit fixée à un montant plus élevé que celui proposé. Ils tiennent à ce que cela se fasse. Du côté

français, on ne cherche nullement à nier cette « capacité contributive » plus élevée, mais on fait remarquer qu'il n'y a rien à l'extérieur dans la mesure où l'aide bilatérale allemande à l'Afrique comparée à celle d'autres États membres et en particulier de la France, est des plus limitées.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Il s'agit des cinquante-sept pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) signataires de la convention de Lomé, dont on négocie la renouvellement.

(2) Le Neft ont appliqué au montant de Lomé un coefficient d'actualisation de 40 %, qui, affirmant correspond à l'augmentation du prix, depuis la signature de l'actuelle convention, des produits importés de la Communauté par les pays A.C.P. Ils y ont ajouté une somme forfaitaire destinée au financement des actions sociales, tel la « mécanisme-minéral », qui apparaît dans la nouvelle convention.

SÉJOURS LINGUISTIQUES
GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - U.S.A.
4 formules de séjour en famille avec ou sans cours
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
Bon à retourner pour recevoir la documentation EF, P. 28.3

la fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE) renforce la contribution des enseignements de gestion à la compétitivité des entreprises

La Fondation, à cet effet, offre un nombre limité de bourses destinées à de futurs enseignants et soutient sept programmes dont le niveau correspond à celui du doctorat d'Etat en gestion.

Ces programmes conduisent notamment aux fonctions d'enseignement, de recherche et de consultation en gestion au sein d'établissements universitaires, consulaires et privés, dont la réputation est consacrée en France et à l'étranger des frontières. Ils s'assignent trois objectifs :

- la formation à temps plein (2 ans) ;
- le développement des capacités pédagogiques de futurs enseignants ;
- la promotion d'équipes de recherche en liaison étroite avec des responsables d'entreprises privées et publiques.

Les études peuvent comporter un ou plusieurs semestres de formation à l'étranger notamment en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est en fonction de l'orientation choisie par les candidats. La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères constitue donc un atout.

Conditions de candidature :
- être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme universitaire du niveau de la maîtrise ;
- posséder une expérience professionnelle acquise au sein d'une entreprise ou d'une organisation.

Programme d'été organisé à l'I.A.E. d'Aix-en-Provence
Les candidats qui ne possèdent pas de formation de base en gestion peuvent suivre un programme d'été du 30 juillet au 5 octobre leur permettant d'entrer directement en première année de doctorat. Ce programme est organisé en consortium par les sept établissements dont la liste figure ci-dessous.

Aides financières
Des bourses, en nombre limité, peuvent être accordées à ceux des candidats désireux de se spécialiser dans les domaines suivants, par thème ou secteur :

- gestion des ressources humaines
- gestion des processus de production
- stratégie internationale de développement des entreprises
- petites et moyennes industries
- entreprises du secteur agro-alimentaire

Renseignements et retours des dossiers : s'adresser aux responsables des programmes doctoraux des établissements suivants :

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| I.A.E. d'Aix-en-Provence 29 avenue Robert Schuman 13617 Aix-en-Provence - Tél. 59.09.47 | Institut régional de gestion 31 place Pey Berland 91700 Bondoufle - Tél. 52.09.30 |
| I.A.E. - I.E.C. Grenoble Campus universitaire 38400 Grenoble Cedex - Tél. 64.81.78 | I.P.A. - I.A.E. Lille 1 bis rue Georges-Lefebvre 59100 Lille Cedex - Tél. 20.12.56 |
| Institut de Gestion de Rennes 10 rue de la République 35041 Rennes - Tél. 96.34.57 | ENSAE Boite postale 105 69631 Cergy-Pontoise - Tél. 050.40.57 |
| | C.N.R.S. - Centre de la Recherche 78750 Jouy-en-Josas - Tél. 950.50.00 |

FNEGE, 155, bd Haussmann 75008 Paris - Tél. 563.05.55

(publié)
Un ouvrage de référence pour tous ceux qui utilisent, installent, distribuent, vendent ou produisent des petits ordinateurs.

Les constructeurs de minisystèmes de gestion et de systèmes transactionnels

Les constructeurs et leurs gammes de matériels sont étudiés dans cette étude de plus de 500 pages destinée aux utilisateurs et SSI qui doivent savoir tout ce que ce code derrière une marque d'ordinateur.

De parution : début juin.
Prix : 2350 F, T.T.C. (D.O.M.F.H.T.)
NAGRA Marketing,
28, rue Drouot - 75009 PARIS
Tél. : 22-52-47-52-53

Transferts frauduleux

Il s'agit rapidement que la succursale de Chiasso avait, à la fin du mois de janvier, détourné des fonds de la clientèle au profit d'une société financière nommée Liechtenstein, la Texon, qui lui utilisait pour assurer des participations dans des groupes italiens. Tout à tour, les dirigeants de l'agence de Chiasso ont démissionné, puis ont été démis de leurs fonctions, puis ont été démis de leurs fonctions, puis ont été démis de leurs fonctions.

En tout cas, le procès de Chiasso a contribué à ouvrir un large débat sur le rôle des banques dans la gestion financière.

La Banque nationale a passé une nouvelle convention avec les banques, réglementant notamment l'usage du secret bancaire et la participation fédérale à la banque fédérale. Cette convention sera appliquée à partir du 1er janvier 1980. Elle a pour objet de renforcer la confiance des clients et de leur offrir une meilleure qualité de service.

JEAN-CLAUDE BURRER.

SNCF
EZ-Y EN TRAIN

